o ler

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 672 - 18 avril 1981 - prix : 5 F

SIDÉRURGIE

Des milliards pas perdus pour tout le monde

Votez pour une travailleuse pour une femme

votez vraiment à gauche



sommaire

Dans le monde

Page 14:

- Navette spatiale : les profits sur orbite.
- Antilles : non à la répression coloniale ! Page 15 :

- Angleterre : les émeutes de la colère.

- Un militant de l'IRA emprisonné élu au Parlement.
- Liban: quand Giscard parle de la paix et sème la
- Pologne : le droit de grève est un droit qui se conquiert.

En France

Pages 4 et 5:

- Réunions publiques et meetings.
- Denis Langlois soutient Arlette Laguiller.

Page 6:

- La police à l'œuvre contre les immigrés.
- Les politiciens sèment des promesses, les paysans n'en récoltent rien.

Page 9:

- Plogoff toujours vigilant pour faire barrage à la centrale nucléaire.
- Chooz (Ardennes) : belle démocratie !

Pages 10 et 11:

- Dans la campagne d'Arlette Laguiller.

Page 12:

 Les 35 heures, ce serait tout de même la moindre des justices.

Page 13:

 La sidérurgie en crise ? Des milliards pas perdus pour tout le monde.

Page 20:

Arlette Laguiller à la télévision.

Culture

Page 17:

 Films: Quelques jours de la vie d'Oblomov; C'est ma chance; Signé Furax; Rends-moi la clef.

Pages 18 et 19 :

— Livres: Walesa de F. Gault; Le lion découronné de H. Pérol; Ça sent le soufre d'Haroun Tazieff; Un mauvais fils de Claude Sautet; Un piano en bouleau de Carélie de M. Body. Rééditions: Chesapeake de Michener; La croisière du Dazzler de London.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être

un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La ligne Maginot est de retour

L'armée française vient de prendre une grande décision concernant la défense du territoire: 2 des 93 ouvrages de la ligne Maginot — les forts de Rochonville et de Molvange vont être remis en état.

En son temps, la ligne Maginot fut présentée comme un chef-d'œuvre de dissuasion.

Alors, 40 ans après les succès que l'on sait, la fameuse ligne va-t-elle enfin servir à quelque chose?

Eh bien oui : l'armée a décidé d'y abriter... les postes de commandement de la première armée, bref d'y planquer quelques généraux. De là, ils pourront garder la ligne...

Vous avez dit défense du territoire ?

Les essais en vol d'un nouvel avion de transport militaire, le Transall deuxième génération, sont en cours.

Une trentaine d'avions de ce type ont été commandés par l'armée française. Leur supériorité sur les Transall première manière, actuellement en utilisation, c'est qu'ils peuvent conduire des troupes à 8 000 km de leur point de départ... au lieu de 5 500 km.

Il est vrai que si 5 500 km, c'était plus qu'il n'en fallait pour aller à Moscou, c'était un peu juste pour Kolwezi.

Mais pour la défense du territoire, avec Transall I ou avec Transall II, ça ne changera rien : de toute façon, on était enfoncé.

Un grand effort... publicitaire

Lors de son passage à la télévision, Giscard a déclaré avoir fait, en faveur des personnes âgées, un « grand effort », pas personnel, a-t-il précisé (on s'en serait douté), mais qui doit se poursuivre. Au rythme de ses réalisations, les personnes âgées n'ont pourtant pas de quoi se réjouir.

Dans L'état de la France, qu'il a publié pour présenter le bilan de son septennat, Giscard se félicite d'avoir doublé le nombre de services d'aide ménagère à domicile aux personnes âgées, revalorisé les rentes viagères, créé un abattement de 10 % sur les impôts en faveur des retraités et des pensionnés, et surtout d'avoir porté le minimum vieillesse de 14,25 F à 46,60 F en sept ans.

Il faut dire qu'il ne met pas en avant, au nombre des largesses dont ont bénéficié les personnes âgées, la mise en place en juillet 1979 de la cotisation d'assurance-maladie de 1 % sur les pensions de base et de 2 % sur les retraites complémentaires. Cela lui serait évidemment difficile, après avoir promis, dans ses « perspectives présidentielles », publiées en avril 1979, que « toutes les personnes âgées seraient exonérées du paiement des cotisations d'assurance-maladie »...

Giscard et les employés : Gare à eux ! Il s'en occupe

Lors d'un déjeuner avec des employés, le 14 avril, Giscard d'Estaing, qui en avait réuni 250 à une table au Parc des Expositions, leur a fait quelques confidences — ainsi qu'aux téléspectateurs d'ailleurs — entre la poire et le fromage.

Il leur a promis entre autres que son intention était de favoriser l'ouverture d'environ 800 000 postes de travail à temps partiel avant 1985.

Comme jusque-là Giscard d'Estaing n'avait pas annoncé qu'il créerait autant d'emplois, doit-on en déduire qu'un certain nombre de postes à paye complète vont se transformer en postes à salaire partiel?

Souhaitons aux employés qu'il ne s'agisse que de promesses électorales qui seront oubliées au lendemain des élections. Pour les trusts de l'électronique, Giscard ou Mitterrand, c'est le même gâteau

Trusts, rassurez-vous: si Mitterrand est élu, la manne des subventions et des commandes de l'Etat n'est pas près de se tarir!

Au cours de la visite qu'il a faite le vendredi 10 au salon des composants électroniques, François Mitterrand a formulé 5 propositions qui comprennent entre autres la promesse d'une « augmentation importante des crédits publics affectés à la recherche » et « le développement des commandes publiques ».

Giscard a déjà donné des milliards à la CGE, à la Thomson, à la CII-Honeywell Bull au titre du plan composants. Mitterrand leur promet de faire aussi bien, sinon mieux!

« La Manipulation » de Roger Delpey : le safari Giscard

Si Roger Delpey n'avait pas été mis en prison, si le pouvoir n'avait pas tenté de l'empêcher de publier son livre, aurait-on beaucoup parlé de La Manipulation?

Sans doute très peu. Parce qu'il ne contient rien de convaincant, ni de nouveau.

L'ouvrage est le fruit des entretiens que Delpey a eus avec Bokassa.

Delpey tente d'une part de redorer le blason de Bokassa en niant purement et simplement sa responsabilité dans la répression des émeutes de Bangui en janvier et avril 1979, et d'autre part de démontrer la responsabilité de la France dans la chute de l'ancien empereur.

Pour ce qui est de l'innocence de Bokassa, ni dans ce que pense Delpey, ancien sousofficier en Indochine — à savoir « qu'un homme qui a passé 22 ans dans l'armée française » et « est resté 14 ans à la tête d'un Etat » ne peut avoir commis de tels actes — ni dans ce que dit Bokassa, il n'y a quoi que ce soit de tant soit peu convaincant!

Pour ce qui est de la responsabilité de la France, Bokassa accuse Giscard, ses cousins et ses collaborateurs de l'avoir laissé tomber... alors qu'ils

n'avaient jamais craché sur les diamants, les ivoires, les terrains de chasse réservés et autres cadeaux qui leur avaient été faits.

Quelle foi avoir dans les propos de Bokassa... et de Delpey? C'est le gouvernement français lui-même qui a donné des indications à ce sujet, puisqu'il a tenté d'étouffer l'affaire, en attaquant Le Canard enchaîné et en inculpant Delpey « d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère »!

A croire qu'il y avait un certain nombre de choses qui le gênaient dans cette Manipulation!

Pourtant on n'y apprend rien qu'on ne savait déjà. C'est vrai, Anne-Aymone s'est rendue au sacre de Bokassa; c'est vrai, Galley, le ministre de la Coopération, avait à l'époque qualifié le massacre des écoliers de Bangui de pseudo-événement. Pendant ce temps, Giscard continuait à donner à tout vent du « cher parent » à Bokassa.

Alors on peut penser que le texte de La Manipulation a peutêtre perdu en route quelques « révélations » plus compromettantes.

A.M.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et
aux jeunes travailleurs, édité par Lutte
Ouvrière)
pour une période de un an : 10 F

ci-joint la somme totale de : francs

Code postal:....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

Editorial -

Votez pour une travailleuse Votez pour une femme Votez vraiment à gauche VOTEZ ARLETTE LAGUILLER

OILÀ Giscard, l'homme des trusts et des banques, lui qui appartient directement à la grande bourgeoisie de ce pays, qui ose encore aujourd'hui se présenter devant les électeurs des classes populaires comme le candidat de l'espoir! Alors que durant son septennat les prix ont été multipliés par deux, et le chômage par quatre!

Il prétend maintenant avoir enfin trouvé, en quelques semaines de campagne électorale, un plan de lutte contre le chômage qui lui avait sans doute échappé au long de toutes ces années.

Ce ne sont que pitreries et mensonges.

Et lorsque Chirac essaie de se présenter aujourd'hui comme différent, ce n'est aussi que mensonge. Depuis cinq ans, il soutient avec ses députés le gouvernement Barre, et Giscard n'a pu appliquer sa politique que parce que Chirac le soutenait. La seule différence entre Giscard et Chirac tient à leurs ambitions personnelles : ils sont aussi bien l'un que l'autre les hommes des grands possédants.

Beaucoup de petits commerçants, d'artisans et de petits agriculteurs ont été trompés en votant pour Giscard en 1974. Aujourd'hui, lui comme Chirac multiplient à nouveau les promesses en vue d'attirer leurs voix. Mais les seuls intérêts qu'ils défendent sont ceux des banques et des trusts, et ils sacrifieront les petits commerçants et paysans à ces intérêts-là.

Aucun de ceux qui vivent de leur travail, pas plus les petits commerçants, les artisans, les paysans que les ouvriers et les employés, ne peut voter pour la droite.

La droite, c'est le soutien ouvert aux profits du grand patronat et de la haute finance. Les dix plus grandes sociétés françaises ont toutes vu leurs profits augmenter en 1980. Qui peut en dire autant pour son niveau de vie, au sein des classes populaires? Les travailleurs voient leur niveau de vie rongé par l'inflation, comme les pensions des retraités, et ils vivent dans la crainte des licenciements; les jeunes sont voués au travail intérimaire, aux contrats aléatoires à durée déterminée, à l'absence de perspectives; les artisans et les petits commerçants sont touchés par la crise eux aussi, car la baisse du niveau de vie de la masse des consommateurs les atteint dans leur clientèle, tandis que les agriculteurs voient leurs produits se vendre de plus en plus difficilement.

La crise est mondiale. Elle est inévitable dans le système capitaliste et, lorsque les principaux candidats prétendent, comme ils le font, avoir un plan pour nous en protéger, ils mentent purement et simplement.

Et Mitterrand n'a pas davantage de plan que la droite. S'il était élu, il ferait la même politique. Il promet déjà de puiser dans l'argent de l'Etat pour verser des subventions aux trusts comme Thomson, CII ou Peugeot. Il est partisan du budget militaire et des sousmarins atomiques, qui sont ruineux pour les caisses de l'Etat, mais qui rapportent de grosses commandes aux trusts les plus puissants.

Les travailleurs ne peuvent pas faire confiance à Mitterrand. Il a déjà changé de parti dans le passé, pour se déclarer socialiste quand il a jugé que cela pouvait servir ses ambitions politiques. Mais qu'est-ce que ce soi-disant socialiste qui fut ministre de la Justice dans le gouvernement de Guy Mollet, qui intensifia la guerre d'Algérie?

On ne peut pas voter Mitterrand le 26 avril sans cautionner toute sa politique passée et sans approuver à l'avance toutes les combinaisons électorales qu'il prépare, en vue de mener une politique au service des intérêts des riches et des puissants.

Mais on ne peut pas non plus voter Georges Marchais. Lui aussi est partisan du budget militaire de l'Etat, de la force de frappe et de la bombe atomique.

Et s'il dit, lui, qu'il faut faire payer les riches, il ne dit pas comment. Car même s'il y avait des ministres communistes, ils resteraient prisonniers de la solidarité gouvernementale, ils ne pourraient pas peser sur la politique que mènerait Mitterrand. On ne peut pas faire confiance à Marchais: à propos de Mitterrand, il a déjà retourné sa veste depuis 1974 et, s'il obtenait des places de ministres, il remettrait bien vite dans sa poche ses critiques actuelles contre Mitterrand.

On ne peut pas voter pour ce soi-disant communiste, qui défendait les travailleurs immigrés hier et qui les attaque aujourd'hui, qui désapprouvait hier l'intervention russe en Tchécoslovaquie mais l'approuve aujourd'hui en Afghanistan, et peut-être demain en Pologne.

Arlette Laguiller représente, elle, dans ces élections, un courant pour qui les mots socialisme et communisme ont gardé leur sens.

Voter Arlette Laguiller, c'est voter contre la droite, contre Giscard et Chirac, mais sans donner un chèque en blanc à Mitterrand et sans approuver les retournements de Georges Marchais. C'est voter vraiment à gauche.

Le bulletin de vote ne permet pas de changer la société, mais il peut nous permettre de dire ce que nous pensons : alors, disons-le!

Au deuxième tour, pour voter contre Giscard, on n'aura sans doute pas d'autre choix que de voter Mitterrand. Et la candidature d'Arlette Laguiller n'a pas pour but d'empêcher la victoire du candidat de gauche au deuxième tour, car elle est solidaire des travailleurs et des électeurs de gauche qui souhaitent cette victoire.

Mais en votant pour sa candidature le 26 avril, les électrices et les électeurs ont la possibilité de voter à gauche, contre Giscard et Chirac, tout en exprimant leur défiance envers les faux amis des travailleurs que sont les dirigeants politiques de la gauche actuelle.

Votez Arlette Laguiller,

pour donner un avertissement aux exploiteurs, aux hommes des trusts et des banques, aux politiciens à leur service,

pour donner une leçon aux dirigeants de la gauche qui ont besoin d'être secoués,

pour dire à tous que, quel que soit le résultat des élections, ils devront compter avec la colère des travailleurs.

Mitterrand donne des assurances au patronat

Mitterrand s'attache à se poser en président de la République crédible. Crédible aux yeux du patronat et de la bourgeoisie, s'entend. « Rassembleur de la nation », porteur d'un « élan national », il serait le seul à même de résoudre les problèmes. Il ne craint pas d'afficher cette ambition : « Je veux que la France soit le premier pays du monde à sortir de la crise », déclarait-il au journal Les Echos le 14 avril.

Comment? Ça, c'est une autre affaire. Pour relancer la consommation populaire, comme il promet de le faire, il faudrait prendre l'argent là où il va : sur les dépenses inutiles de l'Etat, comme le budget militaire, et sur les subventions aux trusts.

Cela, c'est ce que Mitterrand ne promet pas. Il assure même qu'il fera le contraire.

Dans une déclaration à l'AFP, le 15 avril, il vient de se réaffirmer ferme partisan de la force de frappe, avec priorité pour les sous-marins nucléaires, et il proteste contre les retards de livraison de matériel neuf à l'armée.

Quant aux aides et subventions au grand patronat, Mitterrand multiplie les assurances.

« Je ne suis pas du tout hostile à des aides aux entreprises », a-t-il déclaré aux Echos, ajoutant, bien entendu, « pour autant que la collectivité y trouve son compte ». Mais Barre et Giscard ne parlent pas autrement lorsqu'ils débloquent des milliards pour les barons de l'acier.

Quelques jours auparavant, ce sont les grosses entreprises de l'électronique que Mitterrand assurait de ses bonnes intentions, au titre de l'aide « à la recherche et au développement ».

A Sochaux, il vient même de promettre l'aide de l'Etat, s'il est elu, à la firme Peugeot qui, sans cela, connaîtrait d'après lui le sort de la sidérurgie. C'est-à-dire que ce seraient les gros sous de l'Etat en perspective pour les hommes du trust Peugeot, comme ça l'est déjà pour le patronat de la sidérurgie, comme ça l'a déjà été pour Peugeot lui-même avec Giscard il y a quelques années.

Cela au nom d'un « plan de sauvegarde de l'automobile » qui respecterait les critères industriels de rentabilité. Et si Mitterrand a évoqué au passage les « intérêts des travailleurs », c'est pour affirmer que ces intérêts consistent en ce que précisément les entreprises soient rentables...

Et de conclure que, de ses propositions, « le capitalisme tirera profit, le salariat tirera profit, l'investissement tirera profit ».

Qui dit mieux ? Il y en aura, en somme, pour tout le monde.

Voilà un langage que ne désavoueraient pas Giscard et Barre. Voilà la politique que propose Mitterrand, et qu'il décrit en termes clairs et nets en vue de s'attirer la neutralité, sinon les bonnes grâces du patronat.

Christiane LE GUERN

RÉUNIONS PUBLIQUES LUTTE OUVRIÈRE

SAMEDI 18 AVRIL 1981

ALPES-MARITIMES: Antibes, 19 h 30, salle des Associations, cours Masséna.

ARDENNES: Vouziers, 20 h.

AUBE: Nogent-sur-Seine, 18 h, salle de réunion de la mairie (rez-de-chaussée).

BOUCHES-DU-RHÔNE: Martigues, 15 h, salle Prévert, place du 8 mai 1945.

CHER: Aubigny/Nere, 20 h, salle des Fêtes.

HÉRAULT: Lodève, 18 h. salle du Peuple.

ILLE-ET-VILLAINE: Saint-Malo, 18 h 30, salle Charcot, place Bouvet.

INDRE: Chatillon/Indre, 20 h, salle de la mairie. Issoudun, 18 h, salle de la mairie.

JURA: Dôle, 16 h.

MAINE-ET-LOIRE: Angers, salle des Cours municipaux.

PUY-DE-DÔME: Clermont-Ferrand, 18 h, centre Blaise Pascal.

NIÈVRE: Clamecy, 18 h 30, salle de l'Ancienne Poste.

MOSELLE: Longwy-Bas, 18 h, salle Petitier.

VAUCLUSE: Avignon, 20 h 30, mairie.

VOSGES: Gérarmer, 20 h 30, salle du Mille Club.

• MARDI 21 AVRIL 1981

AISNE: Bohain, 20 h, salle de

ALPES-MARITIMES: Nice, 20 h 30, salle N° 4 du Bd Carabacel.

ARDENNES: Laifour, 20 h. Signy-l'Abbaye, 20 h.

AUBE: Estissac, 20 h 30, salle de la mairie.

ALLIER: Cusset, 18 h, salle du Pont-Jinguet.

CHER: Sancerre, 20 h 30, salle de la mairie.

CORREZE: Uzerche, 20 h 30, salle de la mairie.

CREUSE: Saint-Martin-Le-Château, 20 h 30, salle de la

DOUBS: Pontarlier, 18 h, salle Morand.

GARD: Nîmes, 20 h 30, centre culturel Pablo Neruda.

INDRE: Levroux, 20 h, salle de la mairie. Lucay-Le-Male, 18 h, salle de la mairie. Mezières-en-Brenne, 20 h 30, salle de la mairie.

ILLE-ET-VILLAINE: Vitré, 20 h 30, centre social, 27, rue Notre-Dame.

NIÈVRE: Primery, 18 h 30, salle de la mairie.

PUY-DE-DÔME: Issoire, 20 h 30, salle Pomelle.

HAUTE-SAVOIE: Tenon, 20 h, salle de la mairie.

HAUTE-VIENNE: Aubazac, 20 h, salle de la mairie. Saint-Sulpice-Les-Feuilles, 20 h, salle de la mairie.

VIENNE: Poitiers, 20 h 30, Maison du Peuple, salle Tim-

SEINE-ET-MARNE: Meaux, 20 h, salle de la mairie.

MERCREDI 22 AVRIL 1981

AIN: Bourg-en-Bresse, 20 h 30, salle Roger-Vaillant.

ALLIER: Vichy, 18 h, salle des Fêtes. Montluçon, 20 h 30, Maison des AssociaARDENNES: Fumay, 20 h.

CREUSE: La Souterraine, 20 h 30, salle des Fêtes.

FINISTÈRE: Brest, salle Fonferrier, 4, rue du Colonel Fonferrier.

HÉRAULT: Sète, 18 h 30, mai-

HAUTES-ALPES: Embrun, 20 h 30, petite salle de la mai-

HAUTE-LOIRE: Le Puy, 18 h, salle Balzac.

LOT-ET-GARONNE: Agen, 20 h 30. Salle polyvalente du Centre culturel, rue Paul-

MORBIHAN: Vannes, 20 h 30, salle CEAS, rue Pontois.

MOSELLE: Thionville, 20 h 30, salle du Manège.

NIÈVRE: Château-Chinon, 18 h 30, salle de la nouvelle mairie. La Charité-sur-Loire, 18 h 30, salle du Centre

HAUT-RHIN: Colmar, 20 h 30, salle acajou au cinéma « Le Central ».

SAVOIE: Chambéry, 20 h 30, Le Savoy, avenue des Ducs de

VAUCLUSE: Carpentras, 20 h 30, salle de la rue de la

VOSGES: Saint-Dié, 20 h 30, salle A cité administrative.

JEUDI 23 AVRIL 1981

AISNE: Montcornet, 20 h 30, salle des Fêtes.

ARDENNES: Chaumont-Porcien, 20 h.

AUBE: Brienne-Le-Château, 20 h 30, salle de l'hôtel de ville. Romilly, 20 h 30, salle de l'hôtel de ville.

CHER: Gracay, 20 h, salle de la mairie. Saint-Amand-Montrond, 20 h, salle de la mairie.

INDRE: Baudres, 20 h, salle de la mairie. Buzençais, 20 h 30, salle de la mairie.

HÉRAULT: Montpellier, 20 h 30, petite salle Frédéric-Mistral, Esplanade de Mont-

LOIR-ET-CHER: Romorantin, 20 h, Centre administratif.

LOIRET: Orléans-La-Source, 20 h, salle Romain-Rolland.

LOZÈRE: Marjevol, 20 h 30, salle des réunions, mairie de Marjevol.

NIÈVRE: Imphy, 18 h 30, salle de la mairie.

MOSELLE: Metz, 20 h 30, Auditorium de la Maison-

SEINE-ET-MARNE: Montereau, 20 h, salle Jean XXIII a Surville.

HAUTE-VIENNE: Limoges, 20 h 30, Maison du Peuple. PUY-DE-DÔME: Riom,

20 h 30, salle A. Pendu, place Félix-Perol. CÔTES-DU-NORD : Lannion. CALVADOS: Bayeux, 20 h,

salle Saint-Laurent.

BELFORT: 20 h 30. Maison du Peuple.

VENDREDI 24 AVRIL 1981

AIN: Ambérieux, 20 h 30, Maison du Peuple.

AUBE: Bar-sur-Aube, 20 h 30, salle de la mairie, 1er étage. CHER: Saint-Florent-sur-Cher, 20 h, café du Maroc.

A la radio et la télévision

ces élections présidentielles, chacun des candidats n'aura donc qu'une heure dix minutes à la télévision et autant à la radio pour se présenter aux électeurs et défendre son programme. C'est-à-dire moins que ne le prévoit le décret de 1964 qui attribuait deux heures de radio et deux heures de télévision à chaque candidat. Cette décision - contre laquelle, entre autres, le représentant de Lutte Ouvrière à la Commission de contrôle a protesté — limite les possibilités de tous les candidats, mais elle est bien sûr encore plus défavorable à ceux qui, en dehors des campagnes électorales, n'ont jamais la possibilité de s'exprimer à la radio et à la télévision.

Alors c'est peut-être pour essayer de faire oublier cela que la Commission nationale de contrôle, qui est chargée du bon déroulement de l'élection présidentielle, a décidé « dans un souci d'équité » de réserver à chaque candidat deux émissions sur France-Inter où, à chaque fois, un de ses porte-parole pourrait s'exprimer.

Il s'agit des émissions Parlons clair à 7 h 45 avec Joseph Paletou et d'un entretien avec Didier Lecat dans le cadre du journal de 13 h.

 Lundi 20 avril De 20 h 30 à 22 h 30 sur RTL,

Notre camarade ARLETTE LAGUILLER est invitée à l'émission:

Le Grand Jury

Elle répondra aux questions des journalistes:

Philippe Alexandre; Jean Ferniot; Jacques Chapus.

Et plusieurs personnalités participeront au débat.

• Mardi 21 avril

— à 8 h 35, Radio Monte-Carlo. Interview d'Arlette Laguiller par Gilles Brinon.

- Vers 19 h, Radio-Télé-Luxembourg. 5 minutes de déclaration d'Arlette Laguil-

Voici le calendrier des émissions radiodiffusées et télédiffusées auxquelles notre camarade Arlette Laguiller participera dans le cadre de la campagne officielle.

A LA TÉLÉVISION

Vendredi 17 avril

à 20 h 25 sur TF1 et A2. à 22 h 45 sur FR3

Mercredi 22 avril

à 12 h 40 sur TF1 et A2. à 17 h 30 sur FR3.

Jeudi 23 avril

à 20 h 10 sur TF1 et A2. à 22 h 50 sur FR3.

Vendredi 24 avril

à 20 h 30 sur TF1 et A2. à 22 h 50 sur FR3.

A LA RADIO

Mardi 21 avril

à 13 h 50 sur France-Inter.

Mercredi 22 avril

à 20 h 20 sur France-Inter.

Vendredi 24 avril

à 20 h 20 sur France-Inter.

• Mardi 21 avril

A la télévision luxembourgeoise

Cinq camarades de Lutte Ouvrière expliqueront pendant 25 minutes le mardi 21 avril à 13 heures pourquoi ils appellent à voter pour ARLETTE LAGUILLER.

L'émission sera diffusée une deuxième fois le 21 au soir, à la fin des émissions, vers 22 h 30.

Jeudi 23 avril - 7 h 45. France-Inter « Parlons clair ». Joseph Paletou interrogera un porte-parole d'Arlette Laguiller.

CORRÈZE: Tulle, 20 h 30, salle de la mairie.

HÉRAULT: Béziers, 20 h 30, salle Injabert, Palais des Congrès.

ILLE-ET-VILLAINE: Dol-de-Bretagne, salle de la mairie, 20 h 30.

INDRE: Argenton-sur-Creuse, 20 h, salle de la mai-

DEUX-SÈVRES:

20 h 30, salle philharmonique, rue du Musée.

CÔTES-DU-NORD: Saint-Brieuc, 20 h 30, Maison du Peuple.

LOIR-ET-CHER: Vendôme, 20 h, salle du Palais des

LOIRET: Pithiviers, 20 h 30, salle de la mairie.

MAINE-ET-LOIRE: Cholet, 20 h 30, salle annexe de la

mairie, bd. Gustave-Richard. NIÈVRE: Nevers, 20 h 30,

Centre social du Banlay. VIENNE: Chatellerault, 18 h, salle de l'ancien musée, mai-

VENDÉE: La Roche-Sur-Yon, 20 h, salle 1, résidence du

HAUTE-SAVOIE: Annemasse, 20 h, salle de la mai-

Les présidentielles.



Les meetings d'Arlette Laguiller

Notre camarade continue sa campagne de meetings dans le pays. Après Rennes, Nantes, Orléans, elle est allée à Strasbourg où 450 personnes ont applaudi chaleureusement lorsqu'elle a dénoncé la politique du gouvernement vis-à-vis des travailleurs immigrés, le gaspillage des fonds publics par l'armée, ou les retournements de Marchais et son soutien actuel à la politique de l'URSS en Afghanistan, et peùt-être demain en Pologne. Vendredi 10 elle était à Nancy, samedi 11 à Tours, mardi 14 à Rouen, mercredi 15 à Dijon. Et dans chaque ville ce sont des auditoires chaleureux de 300 à 500 personnes qu'elle a rencontrés. A Rouen, des applau-

dissements enthousiastes ont éclaté en particulier quand elle a expliqué:

« Je représente un courant pour qui le communisme n'a rien à voir avec les dictatures policières des pays de l'Est, et pour qui le socialisme est autre chose que la gestion servile des intérêts des possédants.

Je combats pour une société libre, d'hommes et de femmes libres et égaux, maîtres de leur destinée, pour laquelle ont lutté des générations d'ouvriers, des générations de militants, eux sincèrement socialistes, eux sincèrement communistes »

Voici les meetings où notre camarade Arlette Laguiller prendra la parole cette semaine.

Vendredi 17/04:

Toulouse 21 h, Hall Comminges Colomiers.

Samedi 18/04:

Lille 20 h 30, Salle du Conservatoire, rue du Concert.

Jeudi 23/04:

Lyon 21 h, Bourse du Travail, Place Guichard.

Vendredi 24/04:

Bordeaux 21 h, Salle Saint-Augustin.

- GRAND RASSEMBLEMENT A PARIS AVEC ARLETTE LAGUILLER Mercredi 22 avril à 20 h 30. Métro Jaurès

Sous chapiteau (entrée libre).

Denis Langlois soutient Arlette Laguiller

Denis Langlois, auteur entre autres des Dossiers noirs de la police française et des Dossiers noirs de la justice française, était interrogé au micro de Didier Lecat, le 14 avril, sur France Inter, à 13 h 30.

Nous rapportons ici des extraits de l'entretien au cours duquel Denis Langlois a expliqué son soutien à la candidature d'Arlette Laguiller.

Didier Lecat: « Vous n'êtes pas membre du collectif Lutte Ouvrière. Vous n'êtes pas non plus dans un appareil politique. Vous soutenez Arlette Laguiller, je crois, à titre tout à fait personnel. Alors je voudrais que vous me disiez pourquoi vous avez choisi comme votre candidate Arlette Laguiller, qui a déjà fait la campagne de 1974.

Denis Langlois: Pourquoi je voterai pour Arlette Laguiller, alors que je suis assez réticent vis-à-vis de ce mode d'élection et même tout à fait réticent ? Eh bien, tout simplement parce qu'Arlette Laguiller a exprimé un certain nombre d'idées au cours de sa campagne, et même depuis un certain nombre d'années, idées que je partage, et qui me sont particulièrement chères. La première idée, c'est celle-ci : c'est que pour lutter contre le chômage, pour créer des emplois, eh bien elle propose tout simplement la suppression des crédits militaires et, bien sûr, une politique de paix puisqu'il n'y aura plus d'armée...

Didier Lecat: Est-ce que vous pensez que c'est une vision réaliste, aujourd'hui, du monde et de la France dans le monde?

Denis Langlois: Oui, moi ça me semble tout à fait réaliste, c'est même la seule politique qui me semble réaliste, parce que vouloir faire la paix en développant un peu partout l'armement me semble tout à fait utopique...

Didier Lecat: Alors quels sont les autres pages du programme d'Arlette Laguiller qui ont remporté vos suffrages?

Denis Lecat: Denis Langlois, est-ce que vous imaginez que la vie politique puisse être menée de cette façon, c'est-àdire par des gens qui ne sont pas des personnages classiques de la vie politique?

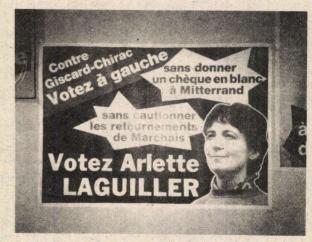
Denis Langlois: Je crois que la démocratie directe ne peut exister que dans un autre type de société. Mais il y a une chose qui me semble extrêmement dangereuse, ce sont ces délégations qui sont faites, ces chèques en blanc qui sont signés à des hommes politiques, pour des périodes extrêmement longues, 4 ans, 7 ans. Finalement, les candidats présentent un programme, ils ne le respectent généralement pas, parce que ce sont des promesses tout à fait démagogiques, et il n'y a aucune sanction contre eux, ils vont jusqu'au bout de leur mandat...

Didier Lecat: Je ne veux pas vous entraîner sur le terrain du débat politique, car ce n'est pas le vôtre. Mais tout de même, Arlette Laguiller a dit qu'elle soutiendrait François Mitterrand au 2° tour, alors, vous...

Denis Langlois: Je comprends très bien qu'un certain nombre de travailleurs et même la majorité des travailleurs votent au 2º tour pour François Mitterrand. Bon, ça ne veut pas dire qu'ils ne seront pas déçus. Et peut-être que moi-même je le ferai, mais sans grand enthousiasme...».

Dans le cadre de la campagne électorale nous avons édité trois nouvelles affiches.

Nous demandons à tous nos militants et sympathisants de coller en respectant les règlements d'affichage. Pour se procurer ces affiches, nous écrire à la boîte postale du journal.







LA POLICE A L'OEUVRE CONTRE LES IMMIGRÉS



Un des jeunes immigrés, peut-être né et élevé en France, qui risquent à tout moment d'être expulsés comme « étrangers ».

Période électorale oblige, les professionnels de la politique qui briguent les suffrages des électeurs ne lésinent pas sur les gestes, surtout symboliques à vrai dire, ceux qui ne coûtent pas cher, pour tenter de séduire les diverses catégories de l'électorat : un discours pour les retraités, un repas pour les employés, un sourire pour les femmes, et on passe à la catégorie suivante...

Pourtant, tous ne sont pas l'objet de la même sollicitude hypocrite. Ceux qui ne votent pas, les travailleurs immigrés, n'ont pas droit, eux, au moindre ménagement.

Au contraire! Ils font les frais de la démagogie électorale, de celle des candidats de droite, bien sûr, mais aussi à l'occasion de celle du PCF. C'est ainsi que l'une des principales dispositions du « plan contre le chômage » de Giscard est la relance de « l'incitation au retour des travailleurs immigrés ». Ce n'est pas nouveau, cela ne crée pas un seul emploi, mais ça peut, peut-être, faire gagner quelques voix et dans l'immédiat, pour Giscard, c'est l'essen-

D'ailleurs, la police n'en reste pas aux paroles. C'est ainsi que le 10 avril, dans la nuit, une rafle dans un café du IXº arrondissement de Paris se termine par des passages à tabac au commissariat: des consommateurs avaient protesté contre la fait que les immigrés étaient systématiquement embarqués. A Orléans, dans des circonstances dignes d'une autre époque, plusieurs dizaines d'immigrés ont été sortis de chez eux à l'aube, et certains, déclarés en situation irrégulière, sont menacés d'expulsion.

Ces affaires concernent tous les travailleurs. Non seulement par devoir élémentaire de solidarité; mais aussi parce que, bien plus sans doute que tous les discours électoraux, elles indiquent ce que sera peut-être l'attitude de l'Etat des possédants à l'égard de l'ensemble des exploités — et plus seulement vis-à-vis des travailleurs immigrés - une fois les élections passées, une fois un candidat, quel qu'il soit, installé pour sept ans à l'Elysée.

M.R.

Orléans: rafle, expulsion de travailleurs immigrés

Au petit matin du mercredi 8 avril, le foyer de la « Mouchetière », à Orléans-Saint-Jean-dela-Ruelle, était en état de siège.

Dès 5 h du matin, une compa-gnie de CRS, pistolets mitrailleurs à la main, encerclait le bâtiment et se postait à toutes les portes. Pas question de sortir travailler, ni même d'aller aux

Tous les étages sont passés au crible à tour de rôle, et tous les locataires se retrouvent entassés à la cafétéria pour vérification de papiers.

Cela a duré jusqu'à midi: 98 personnes sont embarquées pour une destination inconnue.

A 20 h, nul ne sait encore ce qu'elles sont devenues. Certains étaient partis en pyjama et même en slip.

L'indignation était grande parmi les travailleurs résidents : « Nous n'avons jamais vu cela, disaient-ils. Pourquoi? Ce n'est pas qu'une histoire de contrôle de papiers ». Un travailleur affirme: « Trois de mes copains sont en règle, depuis 10 ans qu'ils sont en France ». Un autre: «8 copains de chez l'entreprise Tailleur, qui travaillent depuis 7, 10 ou 11 ans, viennent d'être licenciés. Leur solde de tout compte, c'est ce matin qu'ils devaient le recevoir. Ils ont

été emmenés ».

Le lendemain, dans la presse locale, le préfet essaye de justifier cette rafle due, selon lui, à de nombreuses situations irrégulières. 25 expulsions ont été prononcées, une vingtaine de personnes déférées au Parquet. Et cela s'ajoute à 2 expulsions de travailleurs, l'un malade, l'autre devant être libéré de prison, tous les deux expulsés sans que leur famille vivant en France ne soit prévenue.

Voilà comment, à la veille d'élections présidentielles, pouvoir et patronat s'en prennent aux travailleurs immigrés

contre l'expulsion des immigrés de la seconde génération

Une grève de la faim

Trois hommes, un prêtre, un pasteur et un jeune travailleur algérien ont entamé la semaine dernière à Lyon une grève de la faim. Ils seront rejoints par de nouveaux grévistes de la faim le 24 avril à l'église Saint-Merri à Paris, pour dénoncer le scandale que constitue l'expulsion, sous le moindre prétexte - et parfois sans raison du tout -, de ceux que l'on appelle les « immigrés de la seconde génération ».

Il s'agit des enfants d'immigrés qui le plus souvent ont passé toute leur enfance en France, ne parlent guère que le français, sont complètement intégrés à la société française et n'ont d'étranger que leurs

papiers et parfois un teint un peu trop sombre au goût des racistes et de la police. Ils sont aujourd'hui un million deux cent mille de moins de 25 ans dans cette situation. Ils constituent l'une des cibles privilégiées de la police puisque, sur les quelque cinq mille expulsions officiellement prononcées chaque année, les jeunes garçons de moins de ans, souvent originaires d'Afrique du Nord, sont la majo-

Considérés comme des étrangers en France, ils sont aussi étrangers dans leur propre pays. Mais leur situation montre ce que les frontières ont de rétrograde et de révoltant.

LES POLITICIENS SÈMENT-DES PROMESSES, LES PAYSANS N'EN RÉCOLTENT RIEN

Dans une conférence de presse qui s'est tenue à Paris le 15 avril, le mouvement des Paysans-Travailleurs a expliqué son mécontentement après les derniers accords de Bruxelles. Il a expliqué comment le chiffre de 12 % de hausse des prix agricoles obtenue à Bruxelles ne veut pas dire que le produit de leur travail leur sera payé 12 % plus cher, parce qu'au passage les sociétés agro-alimentaires sont décidées, elles, à réévaluer leurs profits de 15 %. Il a protesté contre les augmentations fixées en pourcentage, qui profitent avant tout aux plus gros producteurs. Il a dénoncé cette politique qui fait chaque année quitter la terre à des dizaines de milliers de petits exploitants

Et en effet il n'est pas normal que les campagnes se vident contre le gré des paysans, alors que des millions de gens dans le monde man-

quent de produits alimentaires

Si chaque année des milliers d'exploitations agricoles continuent de disparaître, c'est parce que les charges des petits paysans sont trop lourdes. Trop lourd leur endettement auprès des banques comme le Crédit Agricole. Trop lourdes les charges fiscales. Et c'est aussi parce que leur travail est insuffisamment rétribué par les capitalistes de l'agro-alimentaire et de la distribution, dont dépend l'écoulement

Alors, les travailleurs des campagnes ont raison quand ils réclament une juste rétribution de leur travail. Ils ont raison quand ils enragent contre l'Etat qui prétère gaspiller des milliards en matériel de querre plutôt que de leur racheter leur production quand il y a des excédents, contre l'Etat qui donne carte blanche aux gros capitalistes

Et quand on se rappelle des promesses de Giscard en 1974 sur la progression des revenus des agriculteurs, quand on se rappelle le programme de Blois pour les législatives de 1978, où Giscard s'engageait à « donner à l'exploitation familiale les moyens de son développement », on voit que les promesses des politiciens de droite à l'adresse des paysans ne les engagent que le temps d'une campagne électorale, pour pouvoir après mieux les tromper.

Le ministre à Hazebrouck : aller et retour express

Vendredi 10 avril, le ministre de l'Agriculture a fait une visite électorale à Hazebrouck (Nord).

Un agriculteur de Hazebrouck nous raconte:

«Quand on a appris que Méhaignerie devait venir à Hazebrouck pour soutenir la candidature de Giscard, on a voulu « marquer le coup ». La Fédération départementale des syndicats agricoles voulait lui poser quelques questions.

Le matin, un copain m'a téléphoné pour me dire : « Viens ce soir avec ton tracteur ». C'est comme ça qu'on s'est retrouvé à 40 tracteurs et 300 à 400 personnes. Les copains étaient venus avec des bennes remplies de pommes de terre. »·

Nous lui demandons ce qui s'est passé quand Méhaignerie est arrivé.

« Avant, on avait lâché quel-

ques cochons dans le jardin de la salle des Fêtes. Puis, quand Méhaignerie est arrivé, on a commencé à le huer, à le conspuer. Quelques patates ont commencé à voler. Puis, ça a été une vraie pluie de pommes de terre et d'œuts.

Méhaignerie a fait demi-tour aussi sec. Il est remonté dans sa voiture et s'est sauvé comme un lapin. Ah, ça, il n'était pas fier.

Avec les copains, on se disait que, si le ministre se sauvait comme ça quand il y a un problème, à Bruxelles, on devait être drôlement bien défendu »

Et puis il nous explique ensuite les raisons de leur mécontentement.

« Ecoute, je vais te donner un exemple. En 1972, j'ai acheté un tracteur de 70 chevaux 3 millions anciens. Je vendais à cette époque mes pommes de terre 20 centimes le kilo. L'année dernière, j'ai acheté un nouveau tracteur, le même ; je l'ai payé 9 millions. Et je vends mes pommes de terre entre 20 et 25 centi-

Ce qu'il faudrait, c'est une politique des quotas », nous ditil en précisant ce qu'il entend par là.

« Une sorte de planification de la production: on saurait combien on devrait produire de tonnes de pommes de terre, on serait sûr de les vendre à un prix qui paierait au moins notre travail. Et tout le monde, même les petits producteurs, pourrait aussi vendre sa production.

Mais aujourd'hui, on se retrouve quelquefois avec des centaines de tonnes de pommes de terre qu'on ne peut pas vendre, ou alors à perte. »

Soutenez la campagne d'ARLETTE LAGUILLER



Ça y est, nous sommes en plein dans la campagne électorale. Vous avez déjà pu voir ou entendre les premières interventions d'Arlette Laguiller à la télévision et la radio.

Alors, il faut continuer à faire en sorte que ceux qui nous aident financièrement soient de plus en plus nombreux, et ils le sont déjà, au point que nous ne pouvons publier la liste de tous les noms qu'avec un peu de retard. Mais tous seront publiés dans le journal et que tous soient remerciés.

SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS!

DIVERS PARIS: Illisible, 20. Vitaux, 20. Joly Véronique, 20. Marie-France, 20. Fatou fac Panthéon, 40. Christophe fac, 40. Stéphane, Villepinte, 50. Jeanne (Sevran), 300. Fac Panthéon, 10. Copine, 40. Jean-Pierre Jeannesse (Union dans les luttes-PCF), 10. Nouaille-Degorce CL., 30. Léger Jacqueline, 40. Anonyme, 50. Philippe, 50. Reine-Marie Defourneau, 30. Izio Roserman, 30. Claude Aslangul, 50. A. Léger, 20. Claudine, 50. M. Schot, 50. Suzanne, 50. Sébastien, 30.

VIA ASSURANCES: Debris A., 50. Benois J.P., 50. Rastaul, 50. Un sympathisant, 50. Un sympathisant, 25. Anonyme, Créteil, 30. Chanchan, 10. J.M. OS Chausson Creil, 20. Anonyme Aubervilliers, 10. Leymarie Christian, 100. Andrée, 100. Mouloud, OS Chausson Creil, 15.

LYCÉE BANLIEUE: Mr Guille, 10. Une lycéenne révolutionnaire, 30. Une sympathisante, 20. Marcel, 40. Anonyme, 20. Fagard, 90. Véronique, une sympathisante, 200.

ALSTHOM ST-OUEN: Lisette, 20. Goudeau, 20. Lazaar, 5. Nacer, 10. Un chaudronnier, 10. Yo.J. Chaillon, 30. Konate, 10. 3 sympathisants de St-Ouen, 200.

RÉGION PARISIENNE: Amélia, 100. Kuhne, 50. Yvonne, 50. Auguste, 50. Blaise Kuhne, 50.

VALLOUREC (NOISY) : Didier, 50. Zahi, 5. Aycen, 10. Doucouré Mody, 5.

C.G.R. STAINS: Jean, 8. Bezon, 5. Richard, 5.

ROUSSEL UCLAF (ROMAINVILLE): Docteur Popol, 10. Une employée de Paribas, 50. Babylotte, 50. Belaïdi, 10. Un pyromane, 10. Derkaouï, ouvrier marocain, 50. Jeannot, 20. Joël, 10. Régis, 10. Un ouvrier, 20. Guy Fournier, 50. Jacky Guittot, 50. Un ouvrier sénégalais, 10. Loux Michelle, 200. Lemoine, 60. Nicole, 15. Ottello François, 50. Pierre Christine, 50. Claude, 15. Grosminou, 30. Veltz, 10. Letrécole, 10. Une technicienne, 10. Tétart, 10. Annick, 100. Un cadre, 50.

R.P. VITRY: Roger, 200. Marie-Paule, 300. Christian, 100. B. le Lorrain, 50.

RENAULT DEPT 14: Bavata, 10. Bensid, 20. Koulibaly, 10. Didier, 10. Stryz, 10. Michel, 10. Travailleur du 14, 10. Travailleur du 14, 10. Niang, 20. Salah, 10. Père d'un copain, 300. Chouichen, 20. Konate, 10. Buczinski, 10. Raymond, 10. Michel, 150. Sémani, 5. Pascal, 10. Karou, 5.

RENAULT DPT 70: Maurice, 20. Salmy, un ouvrier, 10. Sayali 70, 10. Kanouche, 10. Elhafdaou 70, 10. Berger, 10. Bordé 54, 10. Z. 70, 10. Lefaie, 10. Rehane 70, 5. Kemira 70, 5. Cariste du 70, 10. Tony 70, 10. Ouvrier du 70, 5. Deschamps 70, 10. Mohand Mamadou, 10. Evin, 10. Aziz, 20. Maiselle, 20. Poulain, 10. Ouvrier du 70, 10.

RENAULT DEPT 12: 15 travailleurs du dépt 12, 480

RENAULT SIÈGE: B.B. RNUR Siège, 100. Hervé, 100. Simone, aide-soignante, Versailles, 200.

HOPITAL BEAUJON: Beniahssen, 4. Millot, 100. Honorat, 10. Simon J., 100. S. Letrou, 10. Alain, 40. Fernand, 50. Anonyme, 100. HOPITAL STE-ANNE: Renée Homp, 100. Sylvie, 20. Jean-Michel, 50. Joan, 50. Armelle, 100. Berlande, 20. Lucie, 10. Max, 10. Duchemol, 10. Alain, 10. Antoinette, 10. Georgette, 10. Lemoal,

10. Fremy Nicole, 30. Jean-Paul, 10.

HOPITAL ST-ANTOINE: Bernadette A, infirmière, 20. Lili, aidesoignante, 10. Infirmière Micheline CGT, 15. Mamie Nova, 10. Un brancardier, 10. Une laborantine, 20. Huguette infirmière CGT, 30. Une laborantine, 20. Aide-soignante retraitée, 200. Mireille FO, 200. Médecin, 200. Une laborantine, 50. Lucette aide-soignante, 100. Anne-Marie infirmière, 100. Une laborantine sympathisante, 50. Une vieille copine labo, 200. Huguette aide-soignante, 50.

CLINIQUE VILLA DES PAGES: Mr Roossel, 50. A. Marie, 50. Erick, 20. Marie, 20. A. Marie, 20. Jean, un pion, 5. Mireille, 100. M. Annick, 10. A. Sternberg, 20.

PARIS: Antoine, prof, 50. Un sympathisant, 50. Une artiste sympa, 45. Une prof, 100. Une maman sympathisante, 500. Un membre de l'administration d'un LEP parisien, 30. Un prof, 50. Un couple sympathisant, 100. Maman, 500. Decoluet, 20. Mère d'une copine, 50. Ginabat André, 200. Ginabat Gabrielle, 200. 2 étudiantes St-Denis, 20. Anonymes Putanger, 100. Infirmière HAD de Baudelocque, 50. Stagiaire assistant social, 50. Mon papa et ma maman, 50. Hélène, 100. M. Laynay, 20. Mère de famille, 50. Sympathisante, 200P. Michel, 10. Anne Rougée, 25. Jean-Yves Katz, 50. Beru, 10. Les parents d'une sympathisante, 100. Pour la défense des partis d'extrême-gauche, 50. Idem, 50. Une sympathisante, 1.000. Pour arrondir, 5. Gilles, 200. Une mère de famille sympathisante, 500. Pascale, 20. D. Anglais Batignolles, 20. Le Plessis, 10. Bibliothécaire, 25. Standardiste, 50. Claudie, 20. Leroy, 20. Une institutrice retraitée, 100. Giraud, 50. Elisabeth Méric, 45. Grands-parents, 50. Ouvrier hôpital Rothschild, 200. Friterie, 20. Grands-parents, 50. Ouvrier nopital Hornschild, 200. Friterie, 20. Colombie en lutte, 20. Guillemette, 100. Auliac Ph., 200. Didier, 20. A. Marie, 40. Philippe, 250. Vas-y Arlette!, 100. Sevray L., 10. Zuidel Jocelyne, 50. Duraffourg Corinne, 10. Ancien chômeur marché de Meaux, 20. V.D.D., Lorette, 20. Emtel, 10. Ancien dirigeant de la R.P. Ouest des J.C., 100. Ancien militant des J.S.R. (1936-1939), 500. Rigny, 50. Gourdot, 50. Elvère Cl., 10. Lagda, 10. Un lycéen, 10. Jean-Claude, 10. Laurent, 10. Mohamed fac Nanterre, 10. Etudiant, 10. Travailleur RATP, 30. Eric, 15. Bona, 10. J.F., 300. Iroq, 100. René Calva, 100. Annie et Gérard de Chaponost, 100. Yves, 1.000. Mauduit, 30. Marie, 50. Cricri, 10. Fofo, 20. Didier, 100. Institutrice Epinay, 100. Leroux C., 40. Sympathisant unanime, 10. tutrice Epinay, 100. Leroux C., 40. Sympathisant unanime, 10. Thierry, 20. José, 10. Une copine, 200. Employé BNP, 50. Le Suisse, 10. Denis, 5. Pascale Lycée Fénélon, 10. Une militante, 2.500. G. Rodinson, 100. C. Gaignebet, 100. Eliane, 50. Thierry, 50. Pour ce qu'a dit Arlette sur les dépenses d'armement, 100. Soutien, 150. Lucien, 100. Nicole, 50. Nathalie, 100. Soutien, 5. Une sympathisante des Puces, 40. Yannick un sympathisant, 94. Bertrand Eliane, 100. Kébir Les Lilas, 10. Fernande Vanini, 100. Thierry, 100. La mère d'une copine, 50. Une employée de la C.R.C, 300. Un étudiant Jussieu. 30. Une étudiante Charles V. 20. Jérôme 300. Un étudiant Jussieu, 30. Une étudiante Charles V, 20. Jérôme, 50. Anonyme, 100. Nicolas Shahshahani, 2.000. Memou, 50. Un travailleur, 20. J. Candehier, 50. Soutien, 15. M. Zaidi, 500. Dominique Bel-Bo, 140. Paulette Del-Bo, 50. Jules Laforge (Sarthe), 20. M.B. (Choisy-le-Roi), 35. Patrick Luizza (78), 50. Robert, maçon La Belle Etoile, 200. H.B. (91), 20. .

CRÉDIT LYONNAIS: Denis Aumasson, 50. Bernard Pottier, 100. Cathy et Jean-François Brodé, 100. Lucette et Albert P., 50. Jean-François BNP, 50. Martine BNP CCVP, 10. Anny, 100. Mme Berlo, 10. Mireille, 10.

CRÉDIT AGRICOLE: Un employé, 20. Une mère, 100. Anne stagiaire, 10. Un employé, 20. Genneviève Dumas, 100. Employé, 10. Employé, 100.

UNIVERSITÉ PARIS VII: Anonyme, 30. Noëlle Tanguy, 50. F. Joly, 40. Louise, 20. Marie-Louise, 10. Chantal, 20. A. Delamarre, 50. Roger, 10. François, 15. Claude-Noëlle, 10. Pierrette, 1. Anonyme, 20. Marie-Josée, 5. Odile Sassi, 20. François Charpail, 10. Claudine Cordier, 50. Josette, 20. Nougatine, 20. Anonyme, 10. Souriano Monique, 20. Anonyme, 50. Anonyme, 50. Anonyme, 20. GROUPE MALAKOFF: Lagrange N. 250. Debiles 20.

GROUPE MALAKOFF: Lagrange N., 250. Dehiles, 20. Boury, 50.

RÉGION PARISIENNE: Une sympathisante, 15. Toutes pour la vie saine, 10. Pour des militants sincères Nouchet Annik, 20. Pour une campagne qui ne soit pas une farce, 10. Un sympathisant, 100. Chaffanjon, 100. Boubet Marie C., 100.

GENNEVILLIERS: Laurence, étudiante, 50. Mme G.R. secrétaire, 100. Pour Arlette, 500. CLICHY: Walcker, 50. Anonyme, 30. Le Gall, 30. Daveine,

ROMAINVILLE: Bouté, 5. Un sympathisant, 5. Martin, 5.

Souscription:

Total à ce jour :

532.574 F.

BLANC-MESNIL: Cingabre, 50. Retraité pour Arlette, 10. Sympathisant, 10. Sympathisant, 10. Gérard Livry-Gargan, 100. Michèle Aulnay-sous-Bois, 45.

LOCATAIRES AULNAY: Ancien locataire, 100. Locataire, 100. Ancien locataire, 100. Père d'un locataire, 70.

E.N.S. SEVRES: Une copine, 100. Philippe, 45. Aline, 50. Martine, 50. Aude, 30. Pascale, 30. Antonello, 10. Anne, 50. Anne, 30.

LEP GOUSSAINVILLE: Bambaggi, 200. Lebrat, 200. Konieczny, 40. Rigaud, 50. Tomasson, 20.

LYCÉE DE MONTREUIL: Magnani Philippe, 10. Tardet Cécile, 15. Anonyme, 5. LEP P. SEMART VITRY/SEINE: Pavagean, 40. Striebig, 100.

Dupont, 100. Gaudolfi, 50. Blondot, 20. Charlie, 10. Anonyme, 5. Sausonetti, 50. Jamilloux, 200.

GENERAL MOTORS GENNEVILLIERS: Marie-Rose, 20.

GENERAL MOTORS GENNEVILLIERS: Marie-Rose, 20. Guerrin, 20. Cherroua, 10. Jojo, 5. Berneron, 5. Franco, 10. Michel Tébautt, 20. Bouchak, 20. Rabbé, 50. Un grand pointeau, 50.

THOMSON GENNEVILLIERS GZ: Un copain, 500. Patrick, 100. Luc, 100. Jean, 100. Claude, 50. Claude, 40. J. Claude, 20. Chris, 100. Camille, 15.

THOMSON CSF ISSY-LES-MOULINEAUX: Cuitenelle, 50.

Tachon, 10. Un sympathisant, 20.

RENAULT FLINS: Bigouchs, 5. Chenier, 30. Esvelin, 10.

NCR FRANCE LA DEFENSE: Un technicien Paris, 30. Un technicien Province, 30.

SCHLUMBERGER MONTROUGE: G. Debussche, 5. Soutien de la rue Daguerre, 30. Dumont, 10. Gérard, 10. Dimou, 20. Grieco, 10. Habitants Villebon, 20. Boumaraf, 50. Sophie, 5. J., 10. Slaglia, 300. Rivot, 50. Brule, 20. Provojt, 10. Areski, 20. Vila, 20. Dietrich, 20. Raguet, 10. Beneto, 10. Mangous, 10. Gaston, 12. Dardene, 10. Pouyon, 5. Albert, 10. Martinez, 10. Coin, 10. Jeannette, 15. André, 10. Tagat, 40.

G.I.E.R.S. SCHLUMBERGER MONTROUGE: L. Degorge, 200. M. Lavagne, 200. Juliette II, 100. Da, 100. M.F., 50. Bouché, 100. Bouché mère, 50. P.M., 16. A.B., 20. Mirre, 30. Gervais, 20. J.A., 20. C. Cauchy, 10. M.T., 10. Sarquiz, 10. Demessont, 10. S.S., 20. Maria, 10. Mocranier, 10. Mokrani, 10. Soutien, 4.

CIT - ARCUEIL : Un ouvrier, 10. Patrice, 600.

AIR FRANCE - ORLY NORD: Une sympathisante Paris, 100. Un ancien, 30. Une lectrice à Orly, 30. Un lecteur à Orly, 35. Denis Bernard, 100. Halatink, 10. Gilbert, 10. Cousin, 10. Gauchet Claude, 50. Dowime Jean, 10. Partouche, 10. M. Baye, 10. Martin, 10. Klein, 10. Giron, 10. Partenais, 10. Lebis, 10. Beaurière, 20. Léon Lecat, 50. Marc Lecat, 50. Un retraité, 10. Chataigner, 10. Balay, 10. Ocquidant, 10. Dagnicourt, 10. Llobel V, 20. Grégoire, 10. Mme Laurenson, 10. Mme Peseux, 10. Flor Adoracion, 50. Debons, 50. Bouchet Roger, 10. Rohan Claude, 10. Dubois-Rampatti, 10. Vauthier Patrick, 50. Vienne, 10. Soutien CL, 5. Lenormand Alain, 10. Mougenot, 10. Soutien Fosses, 5. Marty, 10. Sébastien, 10. Jego, 10. Caquet Etienne, 10. Mallem, 5. Allard, 10. Soutien, 5.

ALSTHOM-ATLANTIQUE LE BOURGET: Alain R., 105. Pérès Jacques, 100. Mario, 60. Momo, 100. Pépé, 20. Roussel, 60. Floch, 50. Christian, 50. A. Mort, 5.

COLLECTES

ALSTHOM-ATLANTIQUE LE BOURGET: 70 personnes: 330. CAPIMMEC MALAKOFF: 54 personnes: 340.

ARDENNES: Jean-Christel, 20. Yves et Didier Raunet, 95. Mme Renée Samson, 200. Un ouvrier Harancourt, 50. Thellier, 10. André, 50. Guillonnet, 9. Un sympathisant, 100. Jacky Parent, 100. V. Matzeda, 300.

CHARTRES: Chantal Simon, 300. Anonyme, 10. Nanar, 15. Jean-Louis, 80.

CHATEAUDUN: Herne, 100. Marche, 5.

DORDOGNE: J.C. Christiany de Ribérac, 100. Un sympathisant de Neuvie, 100. « Ristourne sur la luzerne », 200. Escaudehaisoy Jean, 200. Michèle Faure de Sarlat, 50.

lehaisoy Jean, 200. Michèle Faure de Sarlat, 50.

DREUX: 2 enseignants, 100. Anne et Jean-Yves, 105.

Jean-Louis-Françoise de Lévignac, 100. Michel de Lauzun, 50. REIMS: Sympathisante LO, 500. Vibert, 20. Sympathisante LO, 50. Didier, 100. Marianne, 100. Rossit, 100. Bertin, 100. Roger Gentelet, 50. Pagenaud, 20.

SAINT-MALO: M.H., 20. Lousette, 10. Michelle, 100. Un sympathisant, 100. Une lectrice de Bretagne, 100.

USINOR - NEUVES-MAISONS: Gérard Pillot, 10. Anonyme, 10. Gabriel Williams, 20. Alain Kremer, 10. Julien Carlier, 5. Michel Couchot, 10. Gérard Sargis, 10. Claude Mahier, 5. Yves Retel, 10. Anonyme, 5. Un sympathisant, 10. Anonyme, 10. Kaya Nurullah, 5. Gilles Meyer, 10. Jean-Claude Belot, 25. Neis

SARREBOURG: Hauck Roger, 10. Bach Fernand, 10. Knudel Paul, 10. Wesch René, 5. Meyer Robert, 10. Zaeger Emile, 5. Desevaux Marcel, 10. G.R., 50.

LEMBERG: Daniel Steyer, 100. Hauser Joseph, 10. Etzel Marie-Jeanne, 5.

SARREGUEMINES: M. Gondolf Singling, 20. Gérard Lepi, 20. Pierrot Lepi, 10. François CHS, 10. Michon Lepi, 50.

TROYES: Dehays Michèle, 100. Boulin Jean-Marie, 100. Geoffriom Anne-Marie, 100. Cros Dominique, 70. Un prof, 100.

(Suite page 8)

Souscription (suite)_

Deux fonctionnaires, 400. Ouvrier bonnetterie, 50. Marc, 50. Jean-Michel EDF, 20. Gérard Saint-André, 20. Pascal A., 100. Pour la liberté d'expression, 100. Claude, 70. Pascal, un début,

PARIS: Philippe Rigaudeau, 100. Mireille (Thomson), 20. Laurette, 50. Gisèle (Thomson), 30. Collecte VIA assurances (22 personnes), 186. El Hocine, 30. Sylvie Decalle, 50. L.P. (Rueil), 50. Cornic Suzanne, 20. Une mère de famille, 50. Un employé de la

CNAVTS, 50. Un employé de la CNAVTS, 10. M.C.R., 30. J.A. 10. Collecte CNAVTS (15 personnes), 120,80. Alain Michel, 20. Anonyme, 10. Quagia (pour lui permettre de s'exprimer et non pour soutenir sa candidature), 30. Parain, 30. Petit J.-P., 20. Varraud, 30. Une secrétaire, 20. Un copain, 500. Dessenne, 200. Choquet, 150. Olivler, 200. Dacquigny, 200. Morisot, 50 Dreuil Eliane, 25. Flores, 10. Simon, 20. Fontaine 10. Ponce, 10. King, 50. Breviller, 10. Jean G., 20. Cohen, 20. Christine V. 20. Ménétrier, 20. Daniel M., 30. Guyon, 20. J.-C. Hossard, 20. Nogrette, 100. Cheminot Paris-Nord, 30. MH., 20. André, 20. Marraine, 200. Gigi, la sœur d'un copain, 30. Chantal, ouvrière, 50. La mère d'un copain, 50. Nicole, employée Banque de France, 700. 2 travailleurs sous les drapeaux, 100 et 45. Cheminot Saint-Lazare, 100. Un ingénieur de Thomson informatique, 2 000. Anonyme, 200. Letynevez Michel, 50. Huard Fran-çois, 400. Mon oncle (Marseille), 150. X., ministère de la Santé, 50. Richard S., 50. Anonyme, 80. Mère d'un copain, 50. Anonyme, 150. Technicien Canon, 120. Alain, 10. E.N. Etiolles: Argilon, 15. Un instituteur, 50. Michel, mécano, 50. Edith, comédienne, 50. Anne, 100. Quenot, 50. Lamotte Lucienne, retraitée, 20. Lecam Louis, retraité, 20. Gautier Chantal, 30. Goiset Florence, 25. Mme Kulpinski Antoinette, 20. Boissy Maryvonne, 30. Jeannet Marie, 30. Soulayres, 50. Lacour, 5,50. Bincamaria, 5. Cassagnol, 10. Vulliez, 10. Montabord, 5. Bernad, 10. Astier, 5. Putaggio, 10. Prasbecq, 5. Lucas, 10. Chastenet, 5. Blanc, 5. Cephace, 5. Arnal, 10. Durand, 5. Chaleil Annie, 100. Fourneau, 20. Florence Rigollet, 20. Arnault L., 20. Elisabeth Rigollet, 200. Henri, 10. Une prof de physique, 20. Un prof d'anglais, 10. Une prof de français, 10. Un surveillant, 50. Christian Drach, 20. Aldo Morosato, 40. Bernadette, 20. Thomson, 20. Carlier, 10. Roger Renoussin, 50. Mme S., 1 000. RATP CHAMPIONNET: Revillet, 10. Guillaume, 5.

Lachaume J.-P., 10. Yvette, 50. Anonyme, 30.

CAFRP PARIS 15°: Landais 50. Jeannette, 100. R. Jean-Pierre, 100. Stéphane, 50. Cordonnier, 20. M. Manip, 15. Michel Guillerey, 30. Françoise Eveno, 15. Choquet Bernard, 20. Lydia Manip, 15. Beaubet Emile, Pte Bagnolet, 10. Cadars Jean, 10. Soreau Alain, 10. Raymond, 20. Giai, Pte Bagnolet, 20. Josiane, 10.

CAF CLAMART: Un technicien AL, 150. Une employée, 20. Un employé, 10. Soutien à Arlette, 40. EDF Clamart, 30. Un travailleur de Trappes, 10.

CAF: Granier, 100, Derumaux M., 100. Fifille, 20. Janal, 50. Vincent, 100. Morgan, 10. Clotes P., 15. Bons Michèle, 50.

Michou, 20. Dominique, 25.

VILLE DE PARIS: L'anonymat (PC pas sectaire), 30. Un Alsacien à Paris, 10. Un ouvrier marocain, 10. Philippe B., (du 4/13), 15. Hocine (At 15), 10. Un plombier émigré, 12. Machard, 40. Un travailleur algérien (4), 5. Un Kabyle émigré, 10. Un

syndicaliste démocrate, 10. Un jeune du PC, 10.
AGF PARIS: P. Despres, 20. O. Delas, 10. J. Valty, 10.
M.-A. Rizet, 25. S. Jarrot, 20. H. Szollosi, 300. An'nonim, 15.
A. Vieillot, 10. J.-P. Simon, 20. Bourgeteau, 10. B.G., 10. Renée,

EGF PARIS 15°: Magnini, 10. Kovacs, 10. Ringenbach, 20. Hego, 5. Pellieux, 10. Haneurt, 5. Milleret, 10. Louis, 10. Oberlin, 10. Rubillon du Lattay, 10. Thérèse, 20. Soudry, 20.

NANTERRE SNCF: Pour la démocratie, 10. Anonyme, 50. Lebas, 95, Jojo, 100. Daniel Quesnot, 20. Jean-François, 20. SNCF PARIS: Régine, 60. Dijon-ville, 30. Clermont, 100. Tinou, 20.

THOMSON - COLOMBES: Gomez Louchita, 20. Une employée, 20. Une employée, 10. Une employée, 10. Caillé, 50. Une employée, 20. Une employée, 10. Une employée, 10. COLLECTE THOMSON - COLOMBES: 46 personnes,

THOMSON - CERGY: Pan-pan, 10. Une ouvrière, 70. Francis, 20. Une ouvrière, 10. Madeleine, 10. Pierrot, 5. Un ingénieur, 200. Abdallah, 10. Cotreuil Jean, 10. Chavanna, 10. Brossart, 10. Un ouvrier, 10. Solange, 10. Un dessinateur, 20. Un technicien, 5. Michel, 5. Lavisette, 5. Anne-Marie, 10. Yvonne, 10. Une employée, 10. Michaud Gabriel, 50. Moget Yves, 50 Gisèle, 50. Grégor, 10.

CGCT XV: Une sympathisante Paris 10°, 100. Jacques Val-

lin, 100. Martine Grange, 50.

CGCT MASSY: Abonné au journal, 500. Une O.S., 50. O.S. 25. Dessinateur, 50. Retraité PTT, 50. Une ouvrière, 20. 6 donneurs CGTC, 25

THOMSON - GENNEVILLIERS: Campini G2, 300. Lebreton G2, 250. Simone G2, 30. Urbain G2, 10. Philippe G2, 50. Tellade G7, 10. Jean-Louis G2, 10. Baldaquin, 20. Reiff G2, 30. Michel G7, 50. José G7, 10. Auguste G7, 50. Didier G7, 10. Destrebecq G7, 10. Laurent G7, 50. Kerdine G2, 20. Anonyme G2, 10. Anonyme G2, 15. Jean-Luc G7, 50. Un câbleur G3, 50. Un technicien G2, 10. Daniel G2, 10. Dessineux G2, 10. Helle G2, 20. Max G2, 10. Un technicien G2, 50. Un cadre commercial G2, 50. Titi G2, 100. Jean-Yves G3, 50. Marie-Thérèse G13, 10. Gilbert G12, 10. Casimir G2, 10. Brigitte G1, 30. Anselme, 100. Ciri, 50. Joli, 50. Courouble, 100. Daniel A., 20. Yvon, 20. DES INSTITUTEURS DE NANTERRE ET RUEIL: Jean-Louis,

200. Michèle, 200. Frédérique, 30. Maïthée, 50 Ghyslaine, 50. Michel, 20. Lucie, 50. Fernande et Louis, 200. Re-Michèle, 100. Henri, 200. Jacques pour l'expression des petits candidats, 10. Mireille parce que le PC fait campagne avec nos impôts locaux, 30. Jean-Marc, 100. Abderrazak, 40.

CRAMIF 19°: Clergé J.M., 50. Emmel Francis, 50. Billet Yvonne, 50. Clergé Léone, 50. Clergé Henri, 50. Gonel, 10. CHAUSSON VILLENEUVE: Sympathisant, 100. Copain de

Villeneuve, 150.

CHAUSSON ASNIÈRES: Nogrette, 200. Un employé, 500. Leblond, 150. Albert, 200. Josette, 30. Annie, 20. Montfort, 50. Thivierge, 100. Gautron, 10. Claude, 11. Un tourneur, 10. Un employé, 500.

CGEE R.P.: Yousfi, 50. Darras Ch., 100. Neynet Yves, 100. Mirolo Pascal, 50. Un jeune pour que ça change, 50. Jean-François Y en a marre, 50. Becht Dominique, 50. Bernard et Dominique, 100.

INSTITUTEURS GENNEVILLIERS: Michel, 200. Jean-Marc, 50. Francine M.A., 100. Jean-Luc, 20. Chevillard Cl., 50. Jackie A., 20. Le Guernic A.M., 20. Playé Michel, 50.

PTT PARIS XVII: Didier, 100. Monique, 10. Norbert, 10. Didier, 10. Michel, 10. Jojo, 10. Martine, 10. Servat, 10. COLLECTE PTT PARIS XVII: 12 personnes, 75.

MASSY: Un enseignant sympathisant, 50. Une sympathisante mère de famille, 30. Un retraité SNCF, 10.

ARGENTEUIL: J.P. Mariette, 100. Anonyme, 100. Pascale, 100. J.Cl. Prata magasinier, 50. M. Maggi, 20. Christophe, 29. Pierre-Gilles Mariette, 20. Anonyme, 20. Annick Varzelle, 20.

ZUP ARGENTEUIL: Treyt, 20. Un sympathisant, 20. Dominique, 150. Josette 5. Siguro, 50. Glazyrin, 30. Odile, 20. Patricia,

RÉGION PARISIENNE: Dominique, 50. Julien, 100. Raoul, 20. Henry, 10. Molin, 10. Gérard, 30. Didier, 10. Michel Vivier, 100. Anne, 200. Nelly et Maurice, Bellance, 140. Mutèle, 500. Catherine, 500. Corinne, 20.,

OISE: Un ouvrier de DBA Beauvais, 10. Travailleur St-Cobain Liancourt, 10. Pinto Almérinda, 30. Kabongu Louis,

ST-QUENTIN: Coisne, 100. Galland, 50. Anonyme, 20. Loicarmine, 50. Anonyme, 10. Joël, 40. Anonyme, 20. Annie Obé, 50. Anonyme, 10. Defossé Patricia, 10. Enseignant, 20. Raboin Christine, 10. Matsaggos, 10. Soubise, 10. Le Bègne, 10. Enseignante, 50. Foll, 10. Christine Savantré, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Noé, 20. Enseignante, 50. Anonyme, 10. Anonyme, 10.

AISNE - St-QUENTIN: Romenteau, 10. Fontaine Pascale, 10. Monique Favereaux, 20. Bouré J., 20. Geadreix Guy, 10.

ST-GERMAIN-EN-LAYE: Emmanuel Laroche, 20. Jourdain, 10. Lafont, 100. Anonyme, 10. Jérôme, 20. Bardot Valéry, 10. Aurore, 10. Anonyme, 19. Coutat de Créteil, 20. Un travailleur Thomson CSF d'Issy-les-Moulineaux, 10. Martinière, 10. Aisne-Thierache, 50.

PARIS: Anonyme, 80. Andrée Sperduto, 200. Gilliane Sperduto, 100. Depardieu, 50. Horber, 100. Un sympathisant, 100. Un sympathisant, 50. Sohen, 110. Etudiant de Jussieu, 20. Mané, 30. Laurence de Jussieu, 10. Anonyme, 5. Knoff de Lille,

LENS: Philippe Hardy, 50. M. Christine, 100. Une maman de militante en province, 100. Norbert de l'Aisne, 100. Deux

sympathisants de Taverny, 100. TOURS: Didier COGECO-RTC, 20. J.M. de COGECO-RTC, 40. Philippe de COGECO-RTC, 50. M et Mme L. Danic, 100. M et Mme Breton, 100. Une ouvrière, 5. Enseignant LEP, 50. Marie-France, 30. Legeard, 50. Enseignante LEP, 100. M.A., 30. Une sympathisante, 50. Enseignant de LEP, 25. Enseignant de LEP, 30. Enseignant de LEP, 30. Toureng, 30.

MARSEILLE: Une sympathisante employée, 20. Un sympathisant, 100. Un sympathisant, 50. Jeanne, 50. Un bidasse, 50. Joëlle, 50. Un sympathisant socialiste de la place Sébastopol, 20. Pierre et Bibi, 10. Une femme de Valauris, 10. Une sympathisante de Martigues, 10. Pour Arlette, 100. Anonyme Istres, 20. Simon, 50. Gaston, 20. Mamithé, 10. Un paysan, 100. Un

ROQUEVAIRE (13): Laudi Pt Etoile, 40. Alex, 60. Camille,

MONTPELLIER: Etudiant, Bernard, 14. Marcelle Faure, 100. Une sympathisante, 2.000.

TOURNON (ARDÈCHE): Sympathisant, 30. Sapeurpompier, 10. Un ouvrier, 10.

PARIS 15: Yves Jungne, retraité Caisse Agricole, 60. TRI-PTT CHARTRES: Philippe, 300. Roger, 10. Laloy, 40. Jean-Claude, 10. Poirier, 20. Dupont, 18.

GAN DÉFENSE: Daniel Schlauder, 100. Jeanne Nehlich, 25. Toni Rubia, 20. Patrick Bayse, 20. Alain Voorhaen, 20. Bernard Koenig, 10. Laurence Falcon, 10. Josiane Cauvin, 20. Joëlle Demayrais, 10. B. Poitel, 10.

DIVERS: Claude Schlauder, 20. Evelyne Schlauder, 30.

Nicole, 80.

PARIS: Jacques B. (Auvergne), 30. Le frère d'un copain,

100. Un gars du marché de Meulan, 10.

LANDIVISIAU: Chareyre M., 10. Quelennec S., 10. Quelennec M., 30. Hodbert-Blanchard, 10. Un exilé de l'Education, 20. Pour la démocratie, 100. Un motard en colère, 50.

RENNES: Delahaye, ouvrière en retraite, 10. Un sympathisant, 200. Un travailleur émigré yougoslave, 20. Un de ceux qui en ont marre des « brillants causeurs », 10. Une copine, 80. Une sympathisante, 10. Premier acompte, 15. Un copain, 50. Paul Desaintjean (Le Rheu), 50. Une adresse, 20. Une sympathisante, 25. Faure, 20. Dupuis, 10. Jollivet, 10. Lefevre, 10. Floc, 20. Duhamel, 20. Durand, 10. Acheteur LO, 10. Acheteur LO, 5. Un lycéen, 50. Bruno, apprenti, 50. Joëlle, 50. Brigitte, 150. Renée, 100. Rolland, 50. Philippe, stagiaire Barre, 150. Un couple d'enseignants, 50. Françoise, lycéenne, 20. Françoise, Fac de bio, 10. Nicole, instit., 50. Evelyne C., 25. Une femme de service, 30. Pierre, étudiant, 20. Luc, enseignant, 50. Martine, instit, 50. Marie-France, IDE, 100. Claire, IDE, 100. Anne, ASH 10. Jacquelin, AS, 10. Anonyme, 10. Leprieur, 10. Bourgeois V 10. Soutien, 5. Collecte drapeau meeting A.L. Rennes, 493. Jean-Pierre, 45. Jean-Jacques, 20. Gwenaël, 10. X, 7. X, 15. Hanon, 10. Noël, 60. Gaiffe, 40.

MONTBELLIARD-BELFORT

ALSTHOM: Technicien, 10. Technicien, 10. Travailleur, 15. PEUGEOT-CYCLES: Daniel, 100. Pierre Baudin, 50. Un ouvrier, 10. Un professionnel, 20. Daniel, 5. Anie, FPA Besancon, 35. Frédérique, FPA, 50. Martial, OS, 50.

PEUGEOT-SOCHAUX: Charles, ouvrier, 30. Micheles, ouvrier, 10. Ouvrier embout centre, 50. Ouvrier embout centre, 50. Ouvrier Thecla Delle, 200. Didier Gilbert, 100. Kolodziej Joseph, 100. Ouvrier OS, 50. Ouvrier OS, 50. Ouvrier OS, 30.

PEUGEOT-SOCHAUX CAROSSERIE: Alex, 100. Pierre, 10. Raymond, 10. Louis, 10. Jacques, 10. CFDT, 10. PEUGEOT-SOCHAUX: Prince Daniel, 20. Bollettino Joseph, 20. Mimi et Pierrot, 40. Employé Belfort, 50. OS, 50. OS, 50. OS,

50. Electriciens Embout, 200. Dix ouvriers, 180. M et Mme Canard, 50. Maman, 200. 2 ouvrières, 30. MONTBELLIARD: Journaliste, 50. Une grand-mère, 15. Christine, 40. Sœur, 20. Jean-Jacques, Sochaux, 30. Jacky, 20. Pour Arlette, 30. Eliane, hôpital, 50. Marie-Odile, hôpital, 50. CES BART: Thenaud, 35. Clerc, 50. Parrot, 50. Enseignante, 50. Enseignants, 25. Trois copines, 190. F.M., 50. Mme Marchal, 50. Bernard C., 50. Pierre, 10. Théophile, 40. Michel Thirode, 500. Michel H., 30. J.P.H., 150. Sylvie (Belfort), 50.

BESANÇON: Michel et Thérèse, 100. Brigitte à nouveau, 200. Yasmina, 50. Martine, étudiante, 40. Chantal, M.A., 50. Anne-Marie, 30. Michel, M.A., 50. Nadine, étudiante, 10. Armand, M.A. Jussey, 50. Manue, lycéenne, 20. Joëlle, étudiante, 50. Hubert, chômeur, 20. Catherine, étudiante, 50. Annie par principe, Vesoul, 10.

STRASBOURG: Mme Wehrle, 25. M. Roqueta, 15. Beck, 10. Rita, 50. Edouard et Paulette, 100. Alain, prof, 200. Vieux trotskyste fac, 200. Une ouvrière de Tellic, 30. Grill, employé, 30. Pierre, 120. Edith, 50. Pascale Petit, 100. Caldarella, Col-

mar, 20. Dehes, Colmar, 10.

VIA ASSURANCES - PARIS: Un copain, 500. Un employé, 50. Jean-Louis Liron, 50. M. et Mme Servier Gérard, 50. Morvan D., 50. Michèle Caresme, 10.THOMSON BAGNEUX: Un technicien, 15. Un dessinateur,

100. Un dessinateur SRB, 20. Un dessinateur SRB, 30. Anonyme, 10. Second anonyme, 10. Un technicien, 20. Un agent technique, 20. Espinasse, 20. Un dessinateur, 10. Baubuck, 50. Dessinateur TB, 50. Mère, 100. Martine Perse, secrétaire, 50. Hervé, 40. Père, 20. Secrétaire, Th/B, 20. Viviane,

THOMSON-GENNEVILLIERS: Olivier, 300. Robert, retraité, 50. Joël, 100. Michel, 10. Anonyme, 40. Patrick, 30. Anoyme,

CEMS-THOMSON: Anonyme, 10. Anonyme, 10. Anonyme,

50. Geneviève, 200.

CHAUSSON-GENNEVILLIERS: TOLERIE EAL. T5.CV: Macé, 150. Cariste CV, 50. OS CV, 10. 4 contrôleurs T5, 30. Grougrou CV, 50. Un tôlier EAL, 5. Kiki CV, 10. Nenesse CV, 100. Tôlier EAL, 15. Amrar T5, 20. Tôlier T5, 30. Thomas T5, 25. MÉCANIQUE - PEINTURE : Un peintre, 100. Contrôleur, 20. Lovato, 50. Chalah, 10.

RATP: Misrahi, 10. Bos, 10. Lemaire, 10. Dorst, 10. Bernard,

10. Marchand, 10.

PTT ISSY-LES-MOULINEAUX: Christian, 10. Jean-Claude, 10. Gérard, 10. Cyrille, 10. Georges, 10. J. Pierre, 10. Sisounie, 10. Eric, 10. Michel, 10. La monnaie du journal, 5. Marc, 5. L.T. VITRY: Dureau Françoise, 50. José, 10. Morgante

Santo, 10. Minkoulou Pierre, 10. UNIVERSITÉ DE SAINT-DENIS: Muriel V., 50. Un étudiant, 120. F. Burgen, 30. F. Malville, 50. A. Deschamps, 30. T. Sowley, 30. J. Guéron, 50. A. Couëdel, 50. B.M. Le Berre, 30. J.Y. Doumegues, 40. J.A., 50. D.R.H., 20. B.G., 30. Grozeller A.M.,

50. Monique Lambert, 20. ECAS (VAL D'OISE): Cauchefer Jean, 30. Lecointe, 10. Le Moul, 8. Alcantara, 10. Lecœur, 20. Haye, 20. Damy, 10. Litzler, 10. Mondi, 10. Maazouze, 10. Humery, 10. Beufe, 50.

THIERS: Trelou, 20. Anonyme, 10.
SAINT-QUENTIN (AISNE): Levent Patricia, 10. Nounours, pour le droit à la différence, pour une terre sans patrie, 10.

SOISSONS (OISE): Effroy Christiane, 50.

SOMME: MONTDIDIER: Un militant, 200. Un sympathisant, 20. Pour le journal, 10. Un « Romano », 50. ROYÉ: Un sympathisant, 20. FEREMBOL: Un ouvrier, 30. Un copain, 10.

PARIS: Barroux Agnès, 20. Francine, 20. Pascale, 10. Un sympathisant, 50. Martine, 150. Buratto Christine, 10. Decousu Sara, 50. Lefort Alain, 100. Un surveillant d'externat sympathisant, 25. X, 10. Un sympathisant, 20. Fabienne, 100. Lucienne, 50. Gil Ruben, 100. Emmanuel, 30. Albert Guichard, 20. Dominique Brun, 10. Olivier Gabbai, 40. Delourme Jean Yves et Danièle, 20. Dumond Hélène, 10. Truffaut Laurent, 20. King J.F., 20. Grangiens, 1.000. J. Mugnier, 30. Patrick PTT Austerlitz, 100. Patrick Paris Austerlitz, 20. Françoise CCP Bourseul, 20. Retraitée Bonneuil, 5. Bonnot tri PLM, 15. Nicole tri PLM, 20. Alphonse, 10. Pascal Sentignan, 200. Bernard CCP Bourseul, 30. Collecte Vallourec, 80.

AGF LAFAYETTE: Danièle, 100. Joëlle Jacquier, 50. K.L., 10. J.B., 10. C.G., 5. M.B., 20. J.B., 10. D. Ph., 10. C.B., 10. C.R., 10. L. Mi, 10. P.J., 5. T.C., 5. C.D., 5. Fred, 10. Pat C., 10. Abdoul, 10. Cinali, 10. Bert, 20. Leonzio, 30.

PARIS: Charles, 100. Louis, 50. Ravrannil, 500. Marie-Louise, 50. Marie-France, 50. Une grand-mère M.R., 50. Une aspirante M.R., 30. Un grand naïf, 100. Dupont, 10. Anquetil Hubert, 40. Une grand-mère qui encourage Arlette, 100. Un petit jeune qui en fait autant, 10. Anonyme, 200. Anonyme, 100. 2 militants CFDT, 50. M. Stephant, 50. Une institutrice, 50. Mamie 84 ans « Bravo » !, 100. Maman, 50. Sympathisante, 100. Cohen, 50. Anonyme, 200. P, 100. Ahmed, 20. Gilbert, 58. Françoise, 20. Daniel, 25. Josette, 50. Suzanne, 55. MS, 10. Aristide, 30. Mme Dernet, 50. Claude, 20. Leygnac, 30. Texier Bernard, 50. Anonyme, 10. Patrick, 20. Pascal, 10. Jean-Christophe, 10. Pierre, 10. Naudin, 10. Paul, 5. Christian, 10. Bernard, 250. Jacques, 200. Henri, 50. Albert Soboul, 50. Tavernier, 10. Pierre Kamoum, 10. Etudiant, 10. Chauveau, 150. Aferiat, 150. Maïté, 30. Foll, 20. Millot-Massias, 500. Pascale, 100. Un instituteur, 20. Ed. de Vésinne-Larüe, 100. Sergio, 20, Une institutrice, 20. E. Blanchard, 45. RVI, 50. Cacôgne Louis, 40. Une salariée, 50. Un fonctionnaire plein d'espoir, 50. Une travailleuse, 110. Yves, 15. Michel, 1.000. Bianchi, 50. Valentini, 20. Culot, 20. Alain, 10. Beauregardt, 10. Une enseignante, 10. Larue, 50. Blanchard, 30. Vossart, 20. Alain Guyot, 20. Relaicye, 10. Une enseignante, 10. Schmidt, 50. Huet, 10. C.D., 50. Une secrétaire, 25. Anonyme, 5. Moustache, 10. Didier, 30. Mylène Bar, 20. Michel, 10. Blondi, 100. N, 830. Une maman de copine, 100. Une copine, 100. Paqui, 100. Une étudiante qui aime bien Arlette, 20. Michel Leturque, 20. Suzetțe et Jean, 100. Bruno, 10. Charles, 10.

RÉGION PARISIENNE: Fleury Sema, 30. Anne-Marie Lelondais institutrice, 50. Paul Thomas mi-temps enseignant, 100. Une institutrice révoltée et dégoutée des élections, 100. Bellesœur d'une camarade, 100. Travailleur Chausson FD, 50. Aline LEP, 20. Touzain, 50. Clausse, 50. Gueu Michel, 50. Trenchant, 10. Gérard, 20. Marcel, 100. Un contre-maître, 20. Maman,

SNCF PARIS LANDY: Alconfort, 10. Didier, 10. Moussa, 10. Cop à Mouss, 10. Dudu, 10. BB, 100. Boubou, 10. Velma, 5.

NCR FRANCE LA DEFENSE: Une programmeuse, 100. Un programmeur, 100. Un représentant, 20. Un programmeur, 20. Une employée, 30. Un sympathisant PS, 30. Un programmeur, 30. Un programmeur, 40. Un représentant, 50. Un programmeur, 10. Un employé, 10. Une secrétaire, 10. Une programmeuse, 50. Un programmeur, 30.

PLOGOFF TOUJOURS VIGILANT POUR FAIRE BARRAGE A LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Un rassemblement est prévu à Plogoff le dimanche 19 avril pour poser la première pierre d'une maison solaire. Par cette manifestation, comme par toute une série de petites actions plus ponctuelles, les habitants de Plogoff tiennent à bien faire sentir qu'ils restent mobilisés et que leur détermination d'empêcher la construction de la centrale nucléaire reste entière.

Pourtant EDF mutliplie à la fois opérations de charme et coup de bluff. La semaine dernière par exemple, les responsables d'EDF ont annoncé qu'ils seraient déjà en possession de plus de 50 hectares de terres dans la commune (l'Etat en possédait déjà un peu et viendrait d'acheter à divers propriétaires

environ 34 hectares). « Mais, explique une membre du Comité de défense de Plogoff, pour nous, c'est du chantage: ils n'arriveront pas à nous persuader qu'ils ont 50 % des terres de la commune... Bien sûr on n'a jamais dit qu'on était 100 % d'anti-nucléaires à Plogoff, 90 % seulement peut-être.

Ils disent toujours qu'on est une minorité, deux à trois cents. Pour travailler, on est un noyau dur de deux à trois cents. Mais deux à trois cents, des gens sincères que l'on peut appeler jour et nuit, dans une commune de 1.500 habitants ce n'est pas mal. Et quand on fait une action, une manifestation, si on appelle tous les gens, ils viennent ».

les élections, évidemment, ici comme

ailleurs, font une bonne part des discussions, d'autant plus que Mitterrand a affirmé, à son meeting de Brest, que s'il était élu il ne ferait pas la centrale de Plogoff. Sa promesse semble faire mouche, même si on entend dire qu'au premier tour il faudrait peutêtre « voter petit candidat » (Lalonde, Bouchardeau, Laguiller, ou aussi Crépeau qui est venu planter son arbre dans la commune).

« Mais, précise-ton, si Giscard passe, il tentera de mettre les bouchées doubles. Pour commencer les travaux il faudra qu'ils ramènent les CRS. »

Lorsqu'on demande à quelle date EDF a prévu les travaux, la réponse de la population est claire : « Ils ne commenceront pas. »

ouvert à Chooz (Ardennes) la seconde partie de l'enquête

d'utilité publique pour la construction de lá deuxième centrale nucléaire. Cette enquête porte sur l'expropriation des terrains par EDF, et doit être suivie d'une autre enquête, à Givet celle-là.

Depuis le 1er avril s'est

A CHOOZ (ARDENNES)

Belle démocratie !

Rappelons que, dans Chooz, près des trois quarts de la population s'étaient prononcés en 1979 contre l'implantation de la centrale, que la majorité du Conseil municipal avait refusé la première enquête au printemps 1980 et que celle-ci avait donné lieu à de multiples affrontements entre la population et les gardes mobiles qui venaient chaque jour protéger les registres de l'enquête, registres dont le contenu reflétait l'opposition des habitants à cette construction.

Mais, pour EDF et les ministères, cette enquête n'était qu'une formalité puisque - et c'est officiel depuis quelques jours déjà - avant même que les diverses «enquêtes» légales aient été terminées, les décrets qui ouvriront les travaux de la première tranche sont déjà en partie signés.

Inutile de dire que, pour la population de Chooz comme pour les frontaliers belges, l'opposition à cette construction est toujours aussi forte.

Les premiers affrontements de la nouvelle enquête ont eu lieu dès le samedi 4 avril, où des jets de pierres, de peinture et de cocktails Molotov ont eu lieu, en réponse aux tirs nourris de grenades lacrymogènes devant la mairie au moment de la sortie du registre protégé par quatre cars de CRS et trois de gardes mobiles.

Vendredi 10, c'est même sur un groupe d'enfants et de personnes âgées qui étaient proches de la mairie que les

gardes mobiles ont tiré. Et samedi 11 avril, dès le matin, le déploiement des forces de l'ordre était impressionnant : il y eut, au total, cinq cars de CRS, huit cars de gardes mobiles, sans compter un certain nombre de commandcars. Bref, plus de policiers que de manifestants, presque autant de policiers que d'habitants dans la commune. Et après avoir dans la matinée arrêté trois jeunes gens dont il était impossible, tard dans la soirée, d'avoir la moindre nouvelle, dès 12 h 30 la place de la mairie et l'entrée du village étaient bloquées par les cars de police, après que les anti-nucléaires eurent brûlé un registre de l'enquête pris le matin même à Givet, ville distante de quelques centaines de mètres.

Dans l'après-midi, une course cycliste (le tour des Ardennes) avait été « détournée » par les manifestants qui obligeaient la caravane à passer par le village et à constater la façon dont celui-ci était investi par la police.

Puis, vers 17 heures, commençait le tir des grenades lacrymogènes sur tout ce qui bougeait sur la place. Pendant une heure, des centaines de grenades ont été tirées sur les manifestants qui, de leur côté, ont répondu par des pierres, des billes d'acier, des cocktails Molotov et des grenades renvoyées avant leur explosion.

L'enquête doit se clore le 18 avril et si les forces de l'ordre viennent, en ce moment, de tous les points du département où elles sont encasernées, d'ici peu, elles seront sur place puisque la construction d'une caserne de CRS commence à Givet, pour protéger, en permanence, le chantier EDF.

Mais, à part cela, bien sûr, en France, la police n'est pas omniprésente et la population peut s'exprimer!

Correspondant L.O.

Ce qu'en pense Madame Amélie Kerloch, maire de Plogoff

A.K.: « Depuis 1974, puisque c'est en novembre 1974 que nous avons appris que Plogoff était un des sites choisis par EDF, la municipalité n'a cessé de mener la lutte. En 1975, nous avons pris en délibération position contre la construction de cette centrale. En 1976, la population de Plogoff, voyant que l'administration, que le gouvernement ne tenaient pas compte de l'avis du Conseil municipal, s'est regroupée en Comité de défense. Et c'est à partir de juin 1976 que le Comité de défense a donc lutté avec la municipalité. Il a formé un GFA pour occuper le site et montrer qu'on pouvait faire autre chose.

Un GFA, c'est un Groupement foncier agricole. Actuellement les ventes de parts se font toujours. Il y a eu quelques fuites; vous n'êtes pas sans savoir que certaines personnes ont été tentées de vendre à EDF. Ces genslà ont eu peur d'avoir des problèmes avec l'administration, ont été bafoués parce qu'on leur téléphonait à tout heure du jour et même jusqu'à 8 heures du soir, quand ils étaient à table. On, c'est-à-dire EDF, leur écrivait des lettres en leur disant: « Votre voisin a vendu, faites comme lui ».

Mais comme j'ai dit à la réu-



nion du Conseil l'autre jour, je ne désespère pas de voir ces genslà avec nous dans la lutte jusqu'au bout. Ce n'est pas le fait d'avoir vendu un petit lopin

de terre qui fait que ces gens-là sont au dehors.

Et les parts de GFA se vendent toujours, ce qui prouve que les gens ont toujours espoir de barrer la route à EDF.

L.O.: EDF, la presse, le Parti Communiste ont dit que la centrale va créer des emplois, une activité, que cela va faire marcher le commerce, etc. et que les gens de Plogoff vont y gagner.

A.K.: La construction d'une centrale implique un grand chantier. Il y aura un apport de population que, pour moi, Plogoff n'est pas en mesure d'accueillir. Et lorsque la centrale sera terminée Plogoff retombera comme

D'autre part, le port qui était prévu, lié à la centrale, c'est-àdire à Plogoff sur le plan initial, a été transporté à Douarnenez, pour mettre toute la région dans le coup. Je crois qu'il y a eu une sorte de rivalité entre Audierne et Douarnenez pour savoir qui aurait le port. Or ils savent très bien que ce sera uniquement un quai pour débarquer les produits lourds qui viendront sur Plogoff, et qu'une fois que la centrale sera faite ce sera terminé. Plogoff sera une avant-première pour les 4 tranches de 1300 mégawatts, et pour les lignes à haute tension souterraines.

Alors je dis: non. Une commune de 2 kilomètres de large, sur 8 ou 10 kilomètres de côtes, ne peut pas accueillir un tel chantier. Sans même parler des dangers.

L.O.: En ce qui concerne les dates prévues par EDF pour débuter la construction, est-ce qu'ils ont donné des précisions?

A.K.: En principe je crois que ça devait être le 2e semestre 1981, et que la centrale devrait démarrer en 1990. Or, si on se réfère au rapport Crémieux sur les économies d'énergie, en 1990 la centrale de Plogoff n'aura plus de raison d'être : elle aura été construite pour rien. Ce rapport n'a pas été publié car ils l'ont jugé trop poussé.

EDF dit que la Bretagne est déficitaire en énergie. Mais à la limite, même si c'était vrai, chaque région est déficitaire en une matière ou une autre. Ou alors, pourquoi n'irait-on pas planter des choux-fleurs dans les jardins de Paris?

Il y a toujours des petites manifestations qui sont organisées au coup par coup ; Il y a eu

la commission rogatoire, lorsque plusieurs personnes de Plogoff et des environs ont été entendues à la gendarmerie. Automatiquement il y a des comités de soutien qui ont été manifester par leur présence devant la gendarmerie. Les personnes convoquées l'avaient été à la suite d'une manifestation à Audierne, où des gens de Plogoff étaient allés accueillir le député Guermeur. C'est normal qu'un élu qui a pris une position (favorable à la centrale, NDLR) se voie interpeller: il doit des explications. Tout ça, ce sont des petites actions pour montrer que nous restons toujours vigilants.

La lutte de Plogoff a dépassé les limites de la commune, du département et même de la France. C'est tous les jours que je reçois du courrier (et mon prédécesseur, l'ancien maire, a aussi tout un dossier) de tous les coins de France et même de l'étranger, m'apportant leur soutien. Ce qui veut dire qu'EDF n'implantera pas sa centrale à Plogoff ».

Les prési

En cas de victoire électorale, quelle majorité pour Mitterrand ?

S I François Mitterrand est élu, il l'a dit, il dissoudra l'Assemblée et fera de nouvelles élections législati-

Il a rappelé que son parti avait opté pour la proportionnelle, et s'est déclaré « favorable à un système de ce genre ». Mais il a précisé qu'il lui faudrait une majorité législative pour faire adopter ce mode de scrutin.

> Autrement dit, il est certain que les élections législatives qui auraient lieu, au cas où Mitterrand serait le vainqueur des présidentielles, se dérouleraient sur la base de la loi électorale actuelle, et non à la proportionnelle. Cette loi, le scrutin majoritaire à deux tours, comme chacun le sait, est particulièrement défavorable pour les minoritaires puisque, ne serait-ce qu'aux élections de 1978 par exemple, elle avait permis à la majorité de droite, avec à peine plus de voix que la gauche, d'obtenir 60 % des sièges au Parlement, contre 40 % aux partis de l'Union de la

Mais cette loi électorale injuste ne gêne pas Mitterrand aujourd'hui. Au contraire. Etre majoritaire, avec le système électoral actuel, permet de bénéficier d'une importante prime à la représentation. Et Mitterrand, s'il avait assez de voix pour être élu président, accepterait bien de récolter à son tour ce bénéficie

Parmi ceux qui risquent d'en faire les frais, il y a son ex-partenaire, le PCF. Et cela

n'est pas pour déplaire à Mitterrand, bien au contraire.

Dans des élections législatives, le PCF ne peut s'allier qu'au PS et soit se soumettre à ses conditions pour faire accord avec lui, soit, sans accord, lui apporter ses voix au deuxième tour lorsque le PS vient en tête, en espérant une attitude réciproque de sa part quand c'est l'inverse. Ou sinon, c'est l'isolement et cela signifierait pour le PCF une réduction importante de sa représentation parlementaire, comme ce fut le cas par exemple en 1958 où, avec 19 % des voix, il n'avait eu que dix députés, soit 2 % de sièges.

Giscard d'Estaing, au Club de la Presse sur Europe 1, le 12 avril, pour effrayer l'électorat centriste et conjurer une éventuelle envie de voter Mitterrand, prétendait que « les élus socialistes, pour la plupart d'entre eux, ne pourraient espérer l'emporter qu'avec le soutien des voix du PC. Il y aurait donc deux majorités successives formées par les socialistes et les communistes ». Et de promettre que de graves perturbations éco-

nomiques et sociales en découleraient.

Mais rien n'est moins sûr. Car, en cas de victoire de Mitterrand, on pourrait voir se former une majorité sans le PCF, et voir un certain nombre de politiciens de l'actuelle majorité quitter le navire pour s'embarquer avec Mitterrand.

Le Parti Socialiste pourrait d'une part augmenter sa représentation parlementaire en négociant circonscription par circonscription avec des personnalités qui, avant de nouvelles législatives, accepteraient de se présenter sous la bannière de Mitterrand, espérant ainsi se faire élire ou réélire. Mais il pourrait d'autre part espérer après les élections des ralliements de parlementaires.

C'est ce qui s'était passé avec De Gaulle, la majorité actuelle s'étant constituée par une succession de ralliements de politiciens et de formations attirés par « la soupe ». Mitterrand pourrait récupérer des débris de partis comme l'UDF ou le RPR, qui ne manqueraient pas d'être ébranlés par sa victoire électo-

Et comme Mitterrand répète qu'il est d'accord pour gouverner avec la majorité qu'il aura, les difficultés que promettent Giscard d'Estaing et la droite sont plus imaginaires que réelles, et essentiellement destinées, en agitant la « peur du chaos », à conserver à la droite sa clientèle électorale.

De plus, il y a de fortes chances que, dans l'Assemblée qui suivrait l'élection de Mitterrand, les députés du PCF seraient en nombre si réduit qu'ils ne joueraient aucun rôle.

C'est dire que les gouvernements qui seront formés ressembleront aux gouvernements des années cinquante. Et si la crise intérieure s'aggrave, si la rupture Est-Ouest s'accentue, pour un peu, on verra peut-être même à nouveau des gouvernements à direction socialiste se servir du danger à l'Est pour justifier une politique anticommuniste, qui sera d'autant plus dirigée contre les travailleurs que le PCF enfermera ses militants dans des luttes isolées et d'autant plus dures que stériles.

Car, bien entendu, le PCF se refusera à tenter de mobiliser les travailleurs dans des luttes d'envergure pour essayer de changer véritablement le rapport des forces par des voies extraparlementaires.

Si Marchais calomnie, c'est que les vérités dites par Arlette Laguiller le gênent

La candidature d'Arlette Laguiller n'est vraiment pas du goût de Marchais et L'Humanité du 16 avril, dans un article intitulé Arlette Laguiller fabriquée par Giscard, tente de démontrer, à coup de calomnies, qu'Arlette Laguiller a reçu l'appui de partis de la droite.

Notre camarade a rétabli la vérité dans une déclaration.

Parmi les 500 parrains d'Arlette LAGUILLER, dont la liste a été publiée au Journal Officiel:

— 262 sont de gauche avec la répartition suivante :

Extrême-gauche: 13;
PCF ou proches du PCF,

4,6 % du total : 23 ;
• PS ou proches du PS,
16,2 % : 81 ;

• de gauche, sans être liés à un parti : 145.

à un parti : 145.

— 215 sans étiquette.

- et 23 seulement, soit 4,6 %, sont :

• centristes : 3; • Radicaux : 2;

• ou de droite, le plus souvent sans appartenance précise.

Notons qu'il y a à gauche autant de maires du seul PC qu'il y en a venant du centre et de la droite.

« La loi a été faite pour écarter les petites formations qui n'avaient pas elles-mêmes d'élus ; et ces signatures, ce barrage légal m'a évidemment obligée à les prendre en partie chez les autres. Et aujourd'hui, après m'y avoir obligée, on me reproche d'avoir obtenu ces soutiens! Alors, je ne renierai ni la centaine de maires du PS et du PC, ni les quelques maires centristes ou même de droite qui. par souci de démocratie, ont enfreint les consignes de leurs partis. Car j'affirme que les uns comme les autres ont enfreint les consignes des états-majors.

Quant aux calomnies de Georges Marchais et de L'Humanité, on peut dire seulement que le journal de Marchais affirme que 80 % des signataires publiés au Journal Officiel ont été élus avec une étiquette de droite ou membres de la majorité. Mais, sur un article de trois colonnes, elle ne peut citer que 9 noms seulement, soit moins de 2 %. Mais

sur ces 9 noms, sur lesquels on peut prendre L'humanité en flagrant délit, trois sont de gauche (L'Humanité a d'ailleurs une tendance systématique à confondre socialiste et majorité), quatre seulement sont des centristes ou proches de la majorité, mais qui ont signé par souci démocratique en désobéissant aux consignes de leur parti, et pas en obéissant à des prétendus ordres des préfets, et les autres ont été élus sur des listes communales sans aucune appartenance politique.

Pour le reste des exemples de L'Humanité, il y a 8 départements cités, mais aucun nom, ce qui permet à L'Humanité de mentir à son aise sans que ses lecteurs puissent vérifier. Mais, il s'agit pour une majeure partie de mensonges, car rappelons qu'il n'y a en tout et pour tout que 23 maires que l'on peut qualifier du centre ou de droite, sur 500.

Exemple: l'Hérault, où

L'Humanité annonce trois maires de droite sur quatre signataires. Or les quatre signataires de ce département sont tous de gauche (L'Humanité a tendance à placer le PS dans la majorité!).

Autre exemple, la Vienne: le journal de Marchais écrit que trois sur trois sont de droite, alors qu'ils sont tous les trois de gauche.

Et L'Humanité ne dit pas, bien sûr, que dans la liste publiée au Journal Officiel il y a 23 maires PC, soit 5 %, dont six que L'Humanité était fière de prétendre compter parmi les soutiens de Georges Marchais dans son numéro du 16 janvier. Des maires des préfets, ceux-là?

Si Marchais me calomnie, c'est que ma candidature le gêne. Tant pis pour lui, et j'ajoute qu'elle en gênera d'autres.

Ces calomnies prouvent que cela gêne Marchais que quelqu'un rappelle ses retournements et ses volte-face, lui dont le parti a calomnié les victimes des procès de Moscou ou de Prague, et a présenté comme des provocateurs les dirigeants du PCF tombés en disgrâce. Il faut croire que le parti de Marchais tient à rester le parti le plus stalinien de l'Europe occidentale.

Aux francs calomniateurs comme aux faux naïfs, je ne peux répondre que par la vérité, même si elle dérange des schémas qui ne réflètent qu'une profonde méconnaissance de ce qui se passe chez les gens du peuple.

Oui, j'ai franchi le barrage sans avoir besoin d'être soutenue par un appareil ou un parti. Oui, j'ai franchi le barrage parce que j'ai rencontré la sympathie de maires proches des gens du peuple.

Aucun d'entre eux, de gauche, de droite ou sans étiquette, n'a pris d'ordre chez les préfets ; au contraire, quoi qu'en dise L'Humanité. Eux le savent, en tout cas! Que le journal de Georges Marchais les injurie, c'est un choix de sa part ; ce journal n'est pas à cela près.

Mais les autres journalistes n'agiront pas aussi légèrement avec l'honnêteté de plusieurs centaines de maires de ce pays. Là aussi, c'est un choix.

La calomnie, je l'avais déjà rencontrée en 1974; je savais que j'allais la rencontrer à nouveau. Cela ne m'empêchera pas de dire ce que j'ai à dire et de demander aux électeurs ce qu'ils en pensent. D'ailleurs, la réponse des électeurs, le 26 avril, sera aussi une réponse aux calomnies, et à ceux qui s'en sont faits les colporteurs. »

DANS LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

L'élection présidentielle ne passionne pour le moment pas grand monde.

Cependant, dans les entreprises, les quartiers ou les localités, là où militants et sympathisants de Lutte Ouvrière mènent campagne pour la candidature d'Arlette Laguiller, ils entament un certain

nombre de discussions politiques. Dans les milieux populaires, il est généralement question de voter Mitterrand, ou parfois Marchais, mais bien souvent avec des sentiments désabusés en ce qui concerne Mitterrand.

C'est le plus souvent la sympathie qui s'exprime

au sujet de la candidature d'Arlette Laguiller. « C'est ma copine », entend-on dire d'elle: car avant tout elle est sincère, « elle en veut », « elle parle pour l'ouvrier ». Ses explications sur le budget de l'armée, en particulier, ont beaucoup frappé.

Toute la population laborieuse a les mêmes intérêts

• METZ (Moselle)

Une commerçante : « Je vais voter Mitterrand parce que j'attends un changement, même petit. Les ouvriers viennent m'acheter des choses, c'est mon pain que je gagne avec eux ».

• COMMERCY (Meuse)

Une jeune marchande de légumes : « Les petits commerçants changent, ils sont au bord de la faillite. Les ouvriers ne veulent pas comprendre nos problèmes, ils pensent qu'on vit mieux. Mais on n'a pas de samedi ni dimanche, nos journées sont longues. Cela fait deux ans que je n'ai pas de vacances et j'en ai marre de travailler... ».

• AU MARCHÉ AUX PUCES DE SAINT-OUEN (Seine-Saint-Denis)

Un petit commerçant vient nous voir pour nous dire: « Dites à Arlette Laguiller de parler des petits commerçants, car nous sommes des petits comme vous, les ouvriers. Marchais parle bien, mais il eu tort de dire que les petits commerçants, c'est de la merde ».

Beaucoup de petits commerçants et d'artisans sont trompés par la droite, qui les courtise en vue des élections. Mais Giscard et Chirac les sacrifieront aux intérêts des grandes sociétés. Aucune mesure démagogique ne les protègera si le chômage s'aggrave et si le niveau de vie des travailleurs dégringole. Les petits commerçants et les artisans n'ont rien à perdre et tout à gagner à l'évolution du niveau de vie de la population. Leurs intérêts ne sont pas différents de ceux des travailleurs de l'industrie ou des services et, comme le dit Arlette Laguiller, « il ne faut pas que les producteurs se fassent la querre entre eux ».

Une réflexion qui revient souvent

« Il n'y a qu'elle qui est sincère, mais elle n'a aucune chance de Arlette Laguiller ne se présente pas pour être élue. Elle se présente pour que celles et ceux qui veulent voter à gauche, mais qui sont sans illusions sur Mitterrand et ne font pas confiance à Georges Marchais, puissent exprimer ce qu'ils ont sur le cœur. Et si un million, ou même deux ou trois millions de voix se portaient sur sa candidature, le 26 avril, ce serait un vote utile. Ça voudrait dire beaucoup, et les patrons et les hommes politiques entendraient la leçon. Et les travailleurs en seraient renforcés.

• A MORLAIX (Finistère) :

Une réflexion d'un homme de 50 ans : « Ce que dit Arlette, cela sert à faire bouger les gens bien assis » !

Voter vraiment à gauche c'est voter Arlette Laguiller

Quand Arlette Laguiller denonce les volte-face et les retourne ments de Georges Marchais, le fait qu'il marchande son soutien. à Mitterrand contre des places de ministres, elle rencontre un certain écho y compris auprès de certains sympathisants du PCF, même si certains, à court d'arguments, ne peuvent plus que recourir à la calomnie. Que pourraient des ministres communistes? Quand on voit que, dès: aujourd'hui, Mitterrand se refuse à tout engagement vis-à-vis de Marchais et du PC, on sait bien que, s'il était élu président, il aurait encore plus les mains libres pour mener sa politique.

• A METZ (MOSELLE)

— Un sympathisant du PC sur un marché: « Tout ce que vous dites de Mitterrand, nous, on le dit. On n'a pas retourné notre veste. En 1974, Mitterrand acceptait des ministres communistes ».

· MORLAIX (FINISTÈRE)

— Un sympathisant du PC: « Cela peut uniquement changer grâce à des ministres communistes au gouvernement. Cette fois-ci, ils resteront et ne feront pas comme en 1947 ».

• SUR UN MARCHÉ DE CHATENAY-MALABRY (HAUTS-DE-SEINE)

— « J'aime bien Marchais, mais pas tout, pas les sous-marins atomiques.

Je vote travailleur, je vote Arlette ».

• CAEN (CALVADOS)

— Une femme veut voter socialiste:
« Mitterrand ne promet rien,
d'accord. Mais il a raison: de toute
façon, il ne pourrait rien tenir.
Alors...».



Une travailleuse

 A L'USINE ALSTHOM (Saint-Ouen)

Une ouvrière: «Arlette, on commence à la connaître, on parle d'elle. Ce qui est bien, c'est qu'on comprend ce qu'elle veut dire ».

• SENLIS (Oise)

Une petite commerçante retraitée: « Arlette, je ne suis pas d'accord avec toutes ses idées, je ne suis pas pour la révolution, mais au moins elle est sincère. C'est une travailleuse ».

• RUEIL-MALMAISON (Hauts-de-Seine)

En collant devant une imprimerie: « Ah, Arlette, elle ferait bien de venir avec nous, ça nous ferait du bien dans cette tôle ».

. MARSEILLE-SUD

Sur la marché, place Sébastopol: contre Giscard et les autres: « Cela sert à quoi de changer de président si on garde le même orchestre? ».

• VILLAMBLARD (Dordogne)

Dans un café, une jeune femme discute avec le patron d'un problème de la commune: « Moi, je préfère dire la vérité et ne pas être aimée de tout le monde. Moi, je dis ce que je pense ». Quand elle est partie, le patron dit à ses autres clients: « Oui, elle dit souvent la vérité: c'est une vraie Arlette Laguiller ».

• TOURS

Une ouvrière : « Elle ne parle pas comme les autres. C'est une travailleuse et ça se sent. Elle parle vite, mais ça nous réveille. Et puis on voit qu'elle a des choses à dire ».

Histoires d'affiches

NICE

Grattoir contre l'expression

A Nice, on ne voit pas une seule affiche sur les murs. Des armées de gratteurs professionnels sillonnent la ville, grattant, récurant systématiquement tous les murs. Les grands partis qui ont des millions et des patrons derrière eux peuvent se payer d'immenses panneaux publicitaires.

Mais les autres qui veulent s'exprimer sont noyés sous la peinture grise ou grattés. On les censure de cette manière. Ça, c'est la démocratie comme l'aime Médecin.



AMEC GISCARD ON EST
DANS LA COLLE, AMEC
CHIRAC AUSSI; IL FANDRA
DET TONNES DE COLLE POUR
EMPERIER MARCHIS ET
MITTERAND DE RETOURNER
LEUR VESTE.
IL N'YA QU'AVEC ARLETTE
QUE, ÇA COLLE BIEN-

VILLEURBANNE (Rhône) Hernu continue à sévir

Il faut croire que Charles Hernu, maire PS de Villeurbanne et fidèle lieutenant de Mitterrand, veut garder le monopole de l'affichage sur « sa » ville.

Passant en vélo devant des colleurs de Lutte Ouvrière, il se met à hurler (c'est une habitude chez lui quand il n'est pas d'accord avec ses adversaires politiques), traitant les colleurs de provocateurs d'extrêmedroite.

Après avoir relevé le numéro de leur voiture, il leur a promis que plus une seule affiche de LO ne tiendrait sur Villeurbanne.

Cela reste bien sûr à démon: trer.

LE BUDGET MILITAIRE EN QUESTION

• A L'USINE THOMSON (Levallois)

« Un travailleur qui avait entendu Arlette Laguiller a lancé la discussion sur l'armée, une discussion assez vive. Les gars étaient d'accord pour dire qu'on ne pouvait pas supprimer l'armée et que le travail pour l'armée créait des emplois. Si on supprimait l'armée, les soldats deviendraient chômeurs ainsi que l'industrie d'armement. »

D'après Giscard, il faudrait à peu près vingt milliards pour créer 200 000 emplois. Le budget militaire représente, lui, une centaine de milliards. Il permettrait donc, sur une année, d'employer au minimum un million de chômeurs. Et les 300 000 travailleurs que compte l'industrie d'armement ne se plaindraient sûrement pas d'avoir à faire un travail utile, fabriquer du matériel pour les pays qui manquent de tout, en Afrique, par exemple, plutôt que de fabriquer des engins de mort.

La plupart des services publics se dégradent par manque de personnel. L'argent ne serait-il pas mieux employé à cet usage qu'à grossir les coffres-forts de Marcel Dassault? Et ce ne sont sûrement pas les jeunes qui se plaindraient de pouvoir se rendre utiles à la société, plutôt que de croupir dans les casernes, en attendant de faire la guerre.

• AUX NOUVELLES GALERIES (Marseille)

Une dame âgée, parlant de l'argent donné à l'armée : « En 1939, on était sûr que les Allemands ne passeraient pas la Marne. On avait confiance et puis, va te faire foutre, ils sont passés. Eh bien, maintenant, en France, on se ferait fiche en l'air encore plus vite. Alors, ils jettent bien notre argent par les fenêtres! ».

Il faut qu'on se défende, nous les femmes

BOIS-L'ABBE (région parisienne)

Un homme ouvre la porte et nous dit qu'il n'est pas du tout intéressé par Lutte Ouvrière. Une fois la porte fermée, on entend sa femme protester en disant : « Il faut qu'on se défende, nous, les femmes ».

• PARIS 18º

Une dame âgée : « J'ai souvent essayé de voir Arlette Laguiller et de lui parler. Si vous la voyez, dites-lui qu'il n'y a pas que les travailleurs, les ouvriers, qui votent pour elle. Et puis vous savez, c'est une femme et, comme dit ma fille, entre femmes, il faut être solidaires ».

· MARCHÉ DE GIERS (Isère)

Une femme : « J'ai l'Impression que c'est moi qui parle quand Arlette passe à la télé ».



Quand Mitterrand s'explique auprès des patrons

Dans une interview donnée au journal patronal Les Echos du 14.4.81, Mitterrand donne aux patrons des précisions qui valent pour des assurances. Il déclare : « Je propose que s'ouvre, dès non élection, une grande négociation sur la réduction du temps de travail, à un niveau aussi décentralisé que possible. (...) La procédure retenue vise à adapter le ythme et les conditions de la éduction de la durée du traail aux situations particulièes des branches, et même quelquefois des entrepri-

Autrement dit, aucune oblijation d'en venir aux 35 heues ne sera faite aux patrons, lu moment qu'ils invoqueont la particularité de leur ituation.

Par contre il déclare en suiant: « L'Etat, pour sa part, supprimera l'obstacle légal jue constitue la loi de 40 eures ». Et qu'est-ce que ela veut dire?

La loi des 40 heures, bien que bafouée dans plusieurs de ses aspects, constitue malgré tout jusque-là un barrage. Les patrons veulent d'ailleurs le faire sauter et remplacer la notion de durée hebdomadaire par celle de durée annuelle, ce qui leur permettrait de jouer à leur gré sur la durée du temps de travail. Et jusqu'à présent les syndicats ont refusé que l'on fasse sauter cet « obstacle légal ». Bien sûr, s'il y avait une loi de 35 heures, obligatoire pour tous les patrons, il n'y aurait plus aucune raison de s'accrocher à la loi de 1936. Mais si Mitterrand par ses formulations s'engage formellement sur la suppression de la loi de 40 heures, en revanche, ce qu'il propose laisse la porte ouverte à une utilisation qui favorise plus les patrons que les ouvriers.

Quant à savoir qui payerait pour les cas où les 35 heures se réaliseraient, Mitterrand a tenu à rassurer les patrons :

« Le coût de la réduction de la durée du travail peut être supporté de quatre façons : par l'entreprise, si le salaire est intégralement

LES 35 HEURES, CE SERAIT QUAND MÊME LA MOINDRE **JUSTICES!**

Dans le débat électoral, les 35 heures hebdomadaires de travail figurent en bonne

Mitterrand a laissé entendre que c'était à son programme... à condition que cela se fasse également dans les autres pays européens et à condition que, branche par branche, les patrons l'acceptent. Autant dire que Mitterrand est d'accord pour les 35 heures... si c'est pour la saint-glinglin.

maintenu ; par l'élévation de la productivité, si par exemple la durée d'utilisation des équipements augmente; par le salarié, si son salaire n'est pas intégralement maintenu; par l'Etat enfin, s'il intervient pour compenser partiellement l'augmentation des coûts ».

Tout le monde aura sans doute compris que « l'utilisation de la durée des équipements » qui augmente, cela veut dire : accepter de travailler en équipe, et pourquoi pas la nuit, en 3 x 8, pour amortir plus vite le prix des machines. Le beau progrès que ce serait!

Et tout le monde aura aussi compris que, si quelqu'un tranche sur l'un des quatre modes d'indemnisation de la réduction d'horaire que propose Mitterrand, ce ne sera en tout cas pas le travailleur.

Du côté des champions de l'effort... des autres.

Mais ce n'est pas parce que Mitterrand fait seule-

ment semblant de promettre les 35 heures que cela va empêcher la droite de partir en guerre contre ses fausses promesses.

Pour Giscard et pour les représentants du CNPF, les 35 heures ce n'est pas possible, l'économie ne le supporterait pas, en tout cas pas avec le maintien du salaire.

Quant à Chirac, il surenchérit: pas question de réduction d'horaire ni d'abaissement de l'âge de la retraite. Son constat est simple : si ça va mal, c'est que les Français ne travaillent pas assez et qu'il faut leur redonner le goût de l'effort. Encore de l'effort, toujours de l'effort! Tel est son programme. On dirait un adjudantchef devenu contremaître. Faire travailler plus ceux qui ont du travail, voilà ce qui serait sa solution au chômage! Ou plutôt flatter la masse des patrons, en disant qu'il fera cravacher un peu plus les ouvriers, voilà ce qu'il faut pour espérer recueillir les voix des PME.

Ils ne manquent pas d'aplomb, ces politiciens et ces grands bourgeois, pour dénier aux travailleurs le

droit de ne pas passer plus de 35 heures rivés sur leurs machines ou enfermés entre les quatre murs de leurs bureaux.

Les 35 heures tout de suite, cela ne réglerait sans doute pas le problème du chômage, mais ce serait quand même la moindre des justices pour les travailleurs.

Car enfin, la loi des 40 heures date de 1936, il y a 45 ans, presque un demi-siècle!

Un demi-siècle de progrès formidables de la science. des techniques et aussi de la productivité. Dans le laps de temps où on produisait alors une voiture par exemple, on en produit aujourd'hui 15!

Dans le courant des trente dernières années, c'est par quatre que la productivité de l'ensemble de l'économie a été multipliée.

Et il serait impossible de réduire de 10 % l'horaire de travail sans diminuer les salaires?

Mais alors, à quoi sert le

progrès?

Ou plutôt à qui? Dans quelles poches se trouvent les bénéfices qui proviennent de l'augmentation de la productivité?

eugeot-Sochaux

Les faux pas de la course à la productivité

ochaux, la direction est en train e faire travailler une société (la MI) pour étudier la possibilité e réduire les effectifs afin 'augmenter la productivité de 5 à 20 %.

L'encadrement des ateliers de roduction participe à cette ourse et certains n'hésitent pas proposer des aménagements e postes qui vont carrément à encontre des règles élémentaies de sécurité.

Ainsi, par exemple, dans un telier d'emboutissage, ils vouaient demander à un ouvrier de availler des deux côtés à la fois 'une même chaîne. 144 fois par our il aurait dû enjamber la haîne, large d'un mètre et haute e 30 cm, et au milieu de laquelle e déplacent les forts crochets e la transfert qui entraînent les oitures.

Au centre de production de Pour tous les déplacements dans ces ateliers ce genre de franchissement est passible d'avertissement. Mais, emporté par l'obsession des gains de productivité à réaliser sur le dos des travailleurs, l'encadrement n'hésitait pas à faire cette proposition pour qu'un même ouvrier fasse le travail de deux, de part et d'autre de la même chaîne.

> Le travailleur concerné a refusé, il a alerté l'agent de sécurité et finalement tout un aréopage de chefs, jusqu'au sousdirecteur, est venu constater qu'en effet il y avait là un risque évident. Ils ont donc dû faire revenir le travailleur qu'ils avaient enlevé de l'autre côté de la chaîne. Ils sont tombés sur un os, il y avait là un pas impossible à franchir...

Correspondant LO

LA CRISE DE L'AUTOMOBILE **EN SAVOIE**

L'usine Métaltemple à Saint-Michel-de-Maurienne travaille essentiellement pour l'automobile, et notamment pour Renault. Elle emploie environ 800 travailleurs. La crise de l'automobile se fait sentir. Depuis le mois d'octobre, les vendredis sont chômés ainsi que les samedis (jusque-là, un samedi sur cinq était travaillé). Ces heures chômées sont payées à 50 %. La situation s'est encore aggravée tout récemment. La semaine du 13 au 18 avril est chômée et payée à 50 % seulement. La direction annonce déjà une nouvelle semaine de chômage pour le mois de mai. Un travailleur expliquait que « la paye d'avril allait être amputée de 1 000 F à 1 500 F. Déjà qu'on a du mal à joindre les deux bouts ». Et il ajoutait : « Le chômage technique à Renault est payé à 90 %. Ce n'est pas normal que nous, nous ne soyons payés qu'à 50 %. En plus, pendant que notre paye est gravement amputée, les cadres continuent à venir à l'usine et touchent leur salaire intégral ». Cette situation se répercute dans toute la ville, car tout tourne autour de l'usine.

Correspondant LO

Saint-Nazaire

Répression à la CERNAT

La Cernat, petite entreprise sous-traitante de l'Alsthom-Atlantique, emploie actuellement 24 salariés.

En 1979 et 1980, elle licenciait, soi-disant pour raison économique. Aujourd'hui elle s'en prend aux travailleurs les plus combatifs, organisés à la CGT.

Le samedi 21 mars, un groupe de travailleurs de l'entreprise formait un piquet de grève sur la voie publique, action décidée afin de faire pression sur le patron pour qu'il prenne en compte les revendications : rattrapage des bas salaires ainsi que leur augmentation générale. Si la direction licenciait en 1979 et 1980 une partie des ouvriers, aujourd'hui le patron se sert de la main-d'œuvre intérimaire selon son bon plaisir: samedi, jour non travaillé, et même le dimanche.

Le 21 mars, bien que les travailleurs intérimaires ainsi que les sédentaires ne se soient pas opposés au piquet de grève, la

direction a quand même sauté sur l'occasion, au nom de l'atteinte à la liberté du travail, pour s'en prendre à des travailleurs un peu trop gênants. Elle a mis sur pied quinze jours six travailleurs. En même temps elle a engagé à leur encontre une procédure de licenciement. En clair, la direction veut se débarrasser du syndicat pour encore mieux faire marcher les autres travail-

Ce qui se passe à la Cernat n'est pas un cas isolé à Saint-Nazaire. C'est le lot de nombre de travailleurs d'entreprise comme la SNIAS ou Eaton. L'inspection du travail n'a pas encore tranché. L'affaire doit passer aux Prud'hommes le 14 mai. La direction en est à leur proposer 1 million ancien pour mieux leur faire accepter leur licenciement. C'est le prix qu'elle met pour se débarrasser des « pestiférés ». C'est comme ça qu'elle les appelle...



« En 7 ans, de 1974 à 1980, il y a eu 50 000 suppressions d'emplois dans toute la sidérurgie. Les effectifs ont été ainsi réduits d'un tiers et la Lorraine a été particui d'ement touchée.

Ce n'est pas fini. Récemment les trusts de la sidérurgie ont annoncé qu'en prévision d'une diminution du marché dans les mois à venir, un nouveau plan de licenciements contre les travailleurs serait prévu, pour faire face à ce qu'ils appellent, les barons de l'acier, la deuxième crise de l'acier. En Lorraine, ce n'est pas le choc pétrolier que nous avons, mais le choc acier.

Depuis 20 ans, la sidérurgie reçoit régulièrement des subventions de l'Etat, et cela n'a pas empêché la crise

En 1977, l'Etat a par exemple tout simplement effacé l'ardoise de 9 milliards que les trusts de l'acier lui devaient.

Cette fois-ci, les barons de l'acier ont fixé eux-mêmes le tarif: il leur faut au minimum 18 milliards pour les cinq ans à venir. Ils demandent que l'Etat leur verse ces nouvelles subventions. Il faut dire qu'ils n'ont pas besoin de se gêner puisque, jusqu'à présent, tous leurs vœux, toutes leurs demandes ont été exaucés.

Mais tous ces milliards pour les grandes entreprises sidérurgiques n'ont pas créé un seul emploi pour les travailleurs. Bien au contraire. Et la sidérurgie, c'est bien le secteur qui illustre le mieux toute l'aberration de ce que les patrons appelèrent rationalisation et modernisation.

Où mène l'accroissement de la productivité?

Oh! Tout cet argent versé aux grands trusts aura certes servi à augmenter la productivité et la production! Mais d'abord, cela s'est fait au détriment des travailleurs licenciés. Ensuite, les sidérurgistes français n'ont pas été les seuls à augmenter leur production: les Italiens, les Allemands ou les Japonais en ont fait autant. Le résultat, c'est que la concurrence est encore plus forte et la mévente encore plus grande sur un marché déjà saturé.

En prétendant remédier à la crise, ils ne l'ont en fait qu'aggravée!

Et si les patrons ont pris malgré tout quelques gants pour licencier, c'est bien parce que les travailleurs avaient pris leur coup de colère à Longwy et à Denain! Ils ont eu peur que la colère ne gagne toute la population. A société Sacilor annonce une perte de 2 milliards de francs pour l'exercice 1980, au nom de « l'accélération du programme de réorganisation décidé en août 1980 » (soit 1 600 suppressions d'emplois à l'époque). La sidérurgie débauche, les trusts empochent. Car c'est à grands coups de milliards que cette politique se mène, à grands coups de subventions d'Etat. Cela fait des années que l'Etat comble les trous que les patrons sidérurgistes n'ont pas de raison de s'empêcher de creuser.

Un camarade de Lutte Ouvrière, ouvrier sidérurgiste à Sacilor Gandrange, prenant la parole à l'occasion du meeting tenu par Arlette Laguiller à Nancy le 10 avril, a dressé un bilan de cette politique pour les travailleurs. Au moment où la droite au pouvoir demande à la population de lui donner quitus de sa politique au service des trusts, et où Mitterrand se garde d'expliquer comment il s'y prendrait pour leur faire rendre gorge, il est indispensable que les travailleurs de la sidérurgie, leurs familles, toute la population qui est touchée par la soif de profits des seigneurs de l'acier, sachent exprimer clairement leur refus de continuer à faire seuls les frais de la crise. Nous publions ci-dessous de larges extraits de la déclaration de notre camarade.

Car finalement, c'est bien la colère des travailleurs qui peut seule tenir les patrons en respect.

Malgré tout, ces licenciements massifs dans la sidérurgie ont été une catastrophe pour la population. Chaque famille en Lorraine est frappée par le chômage. La sidérurgie, qui est en Lorraine la principale industrie, fait vivre toute la population. Et avec la crise, par ricochet, combien de petites entreprises se sont écroulées, combien de petits commerçants et de petits artisans se sont retrouvés eux aussi obligés de fermer boutique?

Avant, on était mineur de père en fils, sidérurgiste de père en fils. Eh bien, aujourd'hui, l'immense majorité des jeunes qui sortent de l'école se retrouvent sans travail. La solution qu'on leur offre, c'est le chômage, en attendant des jours meilleurs, ou partir ailleurs, sans garantie non plus de trouver un emploi.

L'augmentation de la productivité, au lieu de profiter ne serait-ce qu'un peu aux travailleurs, s'est faite à leur détriment.

Augmentation de la production et aussi... des accidents du travail

Cette situation se traduit aussi par une avalanche d'accidents.

Cette augmentation des accidents est due à l'augmentation des cadences, mais aussi au fait que les équipes sont réduites au minimum. Pour les équipes de fondeurs au haut fourneau, la direction a même été obligée de les compléter pendant un temps avec des intérimaires qui se retrouvaient placés devant le haut fourneau sans avoir été formés pour un tel travail et qui ne savaient pas comment il faut réagir en cas de danger. C'est ainsi qu'un jeune de 20 ans avait glissé et mis son pied par mégarde dans une

rigole de fonte en fusion. Il restera handicapé à vie.

En 1980, un travailleur du laminoir de Rombas est mort écrasé par un aimant de plusieurs tonnes. Pour gagner du temps et tenir la cadence, il avait effectué une manœuvre dangereuse qui lui a coûté la vie.

A l'aciérie de Gandrange, au mois de décembre, trois explosions ont ébranlé le grand hall, car la direction, pour ne pas perdre une minute, fait enfourner la fonte liquide sur la ferraille froide, au risque de tuer les travailleurs qui sont sur ces postes de travail.

Pour le quatrième trimestre 1980, c'est-à-dire les mois d'octobre, de novembre et de décembre, il y a eu 737 accidents, dont 179 avec arrêt de travail.

Pour le mois de février 1981, qui est un mois court, on a compté 48 accidents avec arrêt. Je vous en cite quelques-uns: un travailleur a eu une brûlure au deuxième degré, un autre une fracture à la main droite, un autre une fracture à la cheville, un quatrième a perdu connaissance à la suite d'une blessure profonde; encore un autre travailleur a été intoxiqué au gaz carbonique; et la liste est bien longue.

Le taux de fréquence des accidents a toujours été un des plus élevés dans la sidérurgie. Il ne cesse de grimper.

A Sacilor Gandrange, de 1977 à 1980, l'augmentation du taux de fréquence des accidents avec arrêt est de 10 %, ce qui est énorme. (...)

La crise a surtout été l'occasion pour les patrons de la sidérurgie de reconvertir leurs entreprises. Ils ont modernisé leur appareil de production aux frais de l'Etat. Ainsi par exemple Usinor a investi 1,3 milliard de francs au plan industriel de 1979; Sacilor Sollac a investi pour sa part 3 milliards de francs. Ils ont licencié et, toujours grâce aux

deniers de l'Etat, ils ont pu amortir le choc social en payant des indemnités de départ ou de retraite anticipée. Ils ont augmenté la productivité en augmentant les cadences. Ils ont fait des économies en réduisant les salaires d'une partie des travailleurs en activité. Ainsi aujourd'hui ils sont redevenus « compétitifs » à l'échelle internationale.

Cela, c'est le bilan de la politique de Giscard et de Chirac, qui ont laissé les mains libres aux barons de l'acier et qui leur ont donné les moyens financiers de mener cette politique. »

Ainsi par exemple à Sacilor, en 1977, pour produire une tonne d'acier il fallait 11 heures. Fin 1979, la tonne d'acier était produite en 6 heures et demie, soit 4 heures et demie en moins, ce qui représente une augmentation de la productivité de 40 %. Les dirigeants de la sidérurgie espèrent bien encore diminuer ce temps et l'amener à 5 heures, ce qui serait l'équivalent du temps mis au Japon et en Allemagne

Bien évidemment une telle augmentation de la production, tout en diminuant les effectifs, se traduit par une détérioration des conditions de vie et de travail pour l'ensemble des ouvriers de la sidérurgie. Déjà, la sidérurgie est un secteur des plus durs. Le lot quotidien de ceux qui y travaillent, c'est le bruit, la crasse, la chaleur et les accidents du travail à répétition. Durant ces derniers mois, la situation a empiré. La chiourme sévit pour tenter d'accélérer toujours plus les cadences. La vie devient infernale pour les travailleurs.

Sur Sacilor Gandrange, nous étions en 1974 13 000 travailleurs. Aujourd'hui il en reste un peu moins de 8 000. Pourtant la production annuelle n'a pas changé, elle reste aux alentours de 3 millions de tonnes d'acier par an.

Au bassin de coulée de l'aciérie, 8 postes sur 24 ont été supprimés par équipe. Mais le nombre de coulées n'a pas diminué. Il faut toujours en faire autant.

Au train à fil, la polyvalence c'est la règle permanente. Un même travailleur remplit différentes tâches : il est tour à tour machiniste, préparateur en wagons, suiveur de produits.

Partout on manque de personnel. Il faut faire avec les moyens du bord. On est déplacé sans arrêt, ce qui détériore les conditions de travail.

ANTILLES

Non à la répression coloniale!

Pendant que le ministre de la Justice français, Peyreffitte, en visite électorale aux Antilles, s'est « félicité de la fermeté de la justice » vis-àvis du GLA (Groupe guadeloupéen de Libération Armée, dont quatre membres sont actuellement emprisonnés) et a affirmé que « les autres ne perdaient pas pour attendre », nos deux camarades, Louis Maugée et Gérard Beaujour, dirigeants de Combat Ouvrier en Martinique, sont toujours emprisonnés.

C'est depuis les 13 et 17 mars derniers qu'ils sont en prison, inculpés de recel de malfaiteur. On les accuse d'avoir été en contact avec un jeune délinquant, récemment arrêté.

Mais il s'agit bel et bien d'une machination policière, destinée à réprimer deux militants connus pour leurs idées et leur lutte contre le pouvoir colonial.

Oui, Louis Maugée et Gérard Beaujour ont été en contact avec Périan, parce que ce jeune faisait partie des jeunes de Schoelcher, arbitrairement jetés en prison après un bagarre que des Blancs avaient provoquée. L'un de ces jeunes, Chloé, devait être retrouvé « mystérieusement » mort dans sa cellule.

Il avait fallu une mobilisation populaire, des manifestations, la protestation véhémente de milliers de jeunes, de démocrates, de travailleurs indignés, pour que ces jeunes Martiniquais soient enfin tirés des geôles coloniales.



Notre camarade Gérard Beaujour alors qu'il est conduit devant le juge d'instruction. A bas la répression coloniale!

Combat Ouvrier était partie prenante dans cette lutte, aux côtés d'autres organisations anticolonialistes, et Gérard Beaujour était alors le président du Comité de soutien aux jeunes emprisonnés qui s'était constitué.

Par la suite, l'un de ces jeunes, Périan, fut jugé pour quelques actes de délinquance. Il est l'un parmi les centaines de jeunes que le chômage, la misère entretenue par le pouvoir colonial, poussent à la délinquance et la révolte, l'un parmi ces jeunes auxquels la police fait systématiquement la chasse.

Périan s'évada, fut repris quelques mois après par la police, et c'est des contacts qu'il avait eus avec des membres du Comité de soutien aux jeunes de Schoelcher que la justice coloniale tire aujourd'hui argument pour accuser deux militants d'un délit de droit commun, de recel de malfaiteur!

La justice et le pouvoir colonialiste tentent de jeter l'opprobre sur un militant en le présentant comme un complice de malfaiteur.

Mais cela ne marche pas. Car il y a longtemps que les pauvres et les travailleurs martiniquais savent à quoi s'entenir, savent que, si Gérard Beaujour et Louis Maugée sont emprisonnés, c'est bel et bien parce qu'ils sont des militants anticolonialistes, et uniquement pour cela.

Et, à Lutte Ouvrière, nous nous associons à nos camarades de Combat Ouvrier et à tous ceux qui, aux Antilles, dénoncent la machination policière mise en place contre Beaujour et Maugée, dénoncent la justice et l'administration coloniales et racistes.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Manifestations contre les conditions de détention des prisonniers politiques

Depuis le 4 février, vingtsix prisonniers politiques poursuivent leur grève de la faim dans les prisons d'Allemagne de l'Ouest. La rumeur de la mort de l'un d'entre eux, Sigurd Debus — dont la mort a été confirmée jeudi 16 avril — et transfert d'Andréas Vogel de la prison de Berlin-Moabit à l'hôpital, ont déclenché dimanche dernier une violente manifestation.

La presse a stigmatisé les nouvelles violences, et les complicités dont les manifestants bénéficieraient dans le milieu des squatters de Berlin. Mais, depuis des semaines, la police n'a cessé d'intervenir dans les 130 maisons vides où s'est installée la population squatter. Le 6 mars dernier, elle y a arrêté 141 personnes, sous prétexte de liens avec les terroristes.

Et outre cette répression qui s'abat sur eux, on comprend de toute façon que les conditions draconiennes et la torture « blanche » que l'Etat allemand fait régner dans ses prisons à l'égard des prisonniers politiques soulèvent à nouveau l'émo-

tion et la colère.

En novembre, c'est dans des conditions analogues, à la suite du décès de Holger Meins, réduit à l'état de squelette après une grève de la faim, que les manifestations s'étaient succédé pendant des mois et avaient ému l'opinion publique.

Et aujourd'hui le gouvernement français, qui a livré au gouvernement allemand trois jeunes Allemandes l'année dernière, partage la responsabilité de ces conditions inhumaines de détention.

Dominique LEGER

La navette spatiale

LES PROFITS SUR ORBITE

Le succès de la mission accomplie par la navette spatiale Columbia, l'éclat dont l'exploit américain a été entouré, n'ont pas fait oublier que, dans le monde où nous vivons, les conquêtes de la technique sont étroitement liées aux impératifs militaires.

Entre les mains des dirigeants américains, la navette représente sans aucun doute un bond en avant dans la course aux armements les plus puissants et les plus sophistiqués.

Columbia aura coûté neuf années d'efforts et de dépenses, se montant, selon la presse, à 9 ou 10 milliards de dollars, soit environ 50 milliards de francs. Après quelques vols supplémentaires à la fin de cette année et en 1982, il est prévu une quarantaine de vols pour les premières années où elle pourra entrer effectivement en service « opérationnel ». A partir de 1985, le programme américain, avec trois navettes supplémentaires, dont l'une sera exclusivement consacrée aux usages militaires, est encore plus ambitieux.

Sur la quarantaine de vols prévus dans cette première phase, onze seraient déjà réservés au Département américain de la Défense. La navette spatiale peut en effet être utilisée pour placer en orbite des satellites d'observation, et même pour récupérer des satellites défaillants, voire ennemis. Elle peut aussi permettre l'installation de laboratoires à même de tester toutes sortes de matériels en apesanteur.

Bref, l'armée US va pouvoir disposer de nouveaux et merveilleux joujoux. A vrai dire, depuis l'époque, il y a vingt ans, où Gagarine était le premier homme de l'espace, on est tellement habitués à ce que chaque étape dans la conquête de l'espace signifie en même temps une nouvelle étape de la confrontation militaire entre les deux blocs que cela n'étonne et ne choque plus grand monde.

Cependant les programmes spatiaux des gouvernements ont encore un autre aspect, une autre raison d'être, liée au système capitaliste. C'est qu'ils représentent une manne extraordinaire de profits pour les industries intéressées. Car le coût de 10 milliards de dollars avancé pour Columbia ne donne sûrement pas une idée exacte des affaires qu'elle représente pour les industriels américains. Et il y a la perspective de pouvoir, d'ici quelques années, développer largement tout un marché autour des satellites de télécommunication.

Evidemment, à côté de la navette américaine, la fusée Ariane fait un peu minable. Mais à leur échelle, et avec leurs moyens, c'est une part de ce type de marché que les Etats européens, notamment la France, ambitionnent aussi pour « leurs » industriels.

Ceci dit, l'exploit scientifique et technique n'en demeure pas moins impressionnant. Après 54 heures et demie de vol, et 36 tours de la Terre en orbite, Young et Crippen sont revenus, hommes et matériels intacts, au lieu dit à l'heure dite : il y a de quoi s'émerveiller. La possibilité de voir les voyages dans l'espace devenir quelque chose de relativement banal et à la portée de nombreux êtres humains, par exemple, a elle aussi quelque chose d'exaltant.

Débarrassées des visées militaires et des motivations de la recherche du profit, dans une société rationnelle au service de l'homme, quelles perspectives la science et la technique ne pourraient-elles pas ouvrir devant l'humanité!

Christiane LE GUERN



Les émeutes de la colère

Lundi 11 avril, la colère a éclaté à Brixton, dans la banlieue de Londres. Pendant trois jours, des affrontements ont opposé des centaines, peut-être même des milliers de manifestants, en majorité jamaïcains, aux forces de police qui quadrillaient la ville, prenant tour à tour la forme de véritables batailles rangées ou d'escarmouches isolées, entrecoupées d'accalmies plus ou moins durables.

Selon le bilan officiel, pendant ces trois journées, 189 policiers auraient été blessés (on ignore le nombre des manifestants blessés: leurs camarades se sont chargés d'eux pour leur éviter une inculpation certaine); il y aurait eu 199 arrestations; 61 cars de police seraient endommagés, dont quatre totalement détruits; et plus d'une centaine de magasins et d'édifices publics auraient subi des dégâts, dont 26 en partie incendiés. Ces chiffres parlent d'euxmêmes: ils en disent long sur la violence des affrontements!

Au milieu d'une banlieue ouvrière où les immigrés représentent moins d'un tiers de la population, Brixton fait un peu figure de ghetto: trois habitants sur quatre y sont immigrés, en grande partie originaires de la Jamaïque. Les marques du chômage y sont plus profondes qu'ailleurs, surtout parmi les jeunes: selon les autorités, un jeune immigré a trois fois moins de chances de trouver du travail qu'un jeune Blanc, et ceci alors qu'il y a environ 3 millions de chômeurs dans le pays!

Comme tous les quartiers londoniens à forte proportion immigrée, Brixton a « bénéficié », depuis les émeutes provoquées à la fin 1977 par les manifestations racistes de l'organisation fasciste appelée National Front, d'une « protection » policière renforcée. Outre la police ordinaire, des groupes spéciaux d'intervention, les Special Patrol Groups, y sont stationnés en permanence.

En fait de protection, la police de « Sa Majesté » s'est surtout fait remarquer par la multiplication des brimades, voire des violences, ouvertement racistes. Etre immigré, et plus encore quand on est jeune, signifie qu'on n'est jamais

à l'abri d'une arrestation, avec ou sans motif d'ailleurs. Les plaintes pour coups et blessures déposées contre des policiers ne se comptent plus, mais pratiquement toujours avec les mêmes résultats: selon le rapport établi par une commission parlementaire,

moins d'1 % de ces plaintes

ont été suivies ne serait-ce que

d'un début d'enquête!

Qui plus est, depuis un mois, la tension montait dans le sud de Londres: depuis la mort de 13 jeunes Jamaïcains à Deptford, non loin de Brixton, dans un incendie probablement criminel. Devant la mauvaise volonté évidente que mettait la police à rechercher les meurtriers, des milliers de Jamaïcains avaient défilé dans Londres le 2 mars.

Et c'est justement cette période que la police a choisi pour monter une opération coup de poing à Brixton! Une véritable provocation!

En une semaine, les policiers se sont flattés d'avoir effectué plus de 1 000 interpellations, qui ont conduit à plus de cent inculpations.

Et le 11 avril, c'est une arrestation de plus qui a mis le feu aux poudres. Les passants, pris de colère, sont venus au secours de l'interpellé et, en quelques dizaines de minutes, dans tout Brixton, des groupes de manifestants se sont mis à bombarder la police de toutes sortes de projectiles, d'abord dans les rues, puis du toit des maisons. L'arrivée de renforts massifs, 4000 policiers d'après les autorités, n'a fait qu'exaspérer la colère des manifestants, et les combats se sont poursuivis jusque dans la nuit du 13 avril.

Bien sûr, les responsables de la police n'ont pas manqué de crier à la provocation et d'accuser de mystérieux groupes subversifs d'être à l'origine des affrontements. Mais il leur a bien fallu abandonner cette thèse lorsqu'il s'est révélé que la quasi-totalité des manifestants arrêtés, parmi lesquels un certain nombre de jeunes Blancs venus prêter main-forte aux Jamaïcains en colère, étaient bel et bien des habitants de Brixton et des environs...

Alors, s'il y a eu provocation, c'est bien de la part de la police! Ce qui vient de se passer à Brixton, c'est exactement ce qui s'est passé en 1977 au carnaval jamaïcain de Notting Hill, à Londres, où l'étalage ostensible de forces de police avait fini par provoquer des émeutes qui firent des centaines de blessés: c'est exactement ce qui s'était également passé l'an dernier lors des émeutes du quartier immigré de Saint-Paul, à Bristol, qui avaient éclaté à la suite d'arrestations arbitraires.

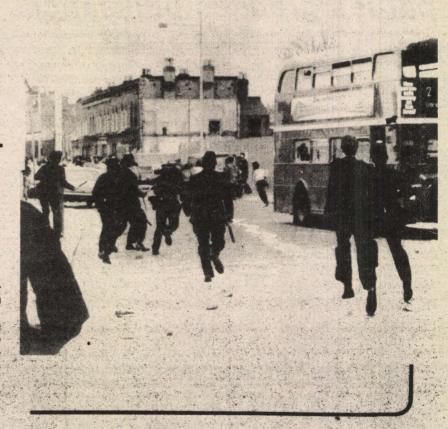
A force de répression, de brimades, d'humiliations, la police a réussi à dresser contre elle toute une population. Même si, pour l'instant, la présence de milliers de policiers dans les rues de Brixton semble avoir mis un terme aux émeutes, la colère et la rancœur sont toujours là dans la population. D'ailleurs, dimanche 19 avril, les organisations jamaïcaines appellent à un rassemblement national à Brixton pour protester contre l'occupation policière de la ville. Et malgré le retour au calme, la situation reste encore assez explosive pour qu'un simple incident suffise à remettre le feu aux poudres.

François ROULEAU
A noter l'existence d'un film
qui décrit de façon assez frappante la vie des jeunes à Brixton, Rude Boy, que l'on peut
voir à Paris, au cinéma Espace
Gaîté dans le 14e arrondissement.



D'un côté, les jeunes Jamaïcains en colère, auxquels sont venus se joindre des habitants, blancs ou noirs, des environs ; de l'autre, la police en action : ce sont 4 000 policiers qui ont déferlé le 11 avril sur Brixton.

(AFP)



IRLANDE DU NORD

Un militant de l'IRA emprisonné, élu au Parlement britannique

Depuis quelques jours, le Parlement britannique compte un député de plus : Bobby Sands, porte-parole des militants de l'IRA de la prison de Maze, en Irlande du Nord, lui-même

Depuis le 1^{er} mars, une épreuve de force est engagée entre le gouvernement britannique et des prisonniers républicains irlandais, dent Bobby Sands, qui ont déclenché une grève de la faim pour que leur dignité soit respectée et pour être considérés comme des prisonniers politiques.

Il y a quatre mois, le 18 décembre 1980, ces militants nationalistes avaient obtenu, après cinquante-trois jours de jeûne total de la part de sept prisonniers, un compromis. Mais, depuis, l'administration pénitentiaire n'a cessé de violer les accords conclus alors. C'est pourquoi aujourd'hui ils

réclament le respect de ces accords et mettent en avant essentiellement trois revendications: le droit de porter des vêtements civils, le droit de regroupement libre avec les autres prisonniers républicains et le droit de ne pas accomplir le travail pénitentiaire.

Les militants nationalistes ont annoncé qu'ils iraient jusqu'au bout. Si l'épreuve de force dure, c'est que le gouvernement britannique fait un principe de ne pas reculer et parce qu'il veut continuer à assimiler formellement l'action des militants nationalistes à du gangstérisme.

engagé avec trois de ses camarades dans une grève de la faim qui dure depuis 43 jours.

Bobby Sands était l'unique adversaire du candidat unioniste (protestant) dans l'élection partielle de Fermanagh and South Tyrone, en Irlande du Nord. Il bénéficialt du soutien de l'ensemble des organisations catholiques. Il a obtenu 51 % des suffrages exprimés, et le taux de participation exceptionnellement élevé de 85 % indique toute l'importance que la population a attachée à cette élection.

Bien sûr, Bobby Sands ne pourra pas sièger au Parlement : il lui reste 9 ans à purger sur les 14 ans auxquels l'ont condamné les tribunaux anglais, sous la double inculpation de port d'armes illicite et d'appartenance à l'IRA interdite en Irlande du Nord. Mais justement, cela donne la mesure de ce que pen-

sent les 30 000 électeurs qui ont voté pour lui, tout en sachant fort bien que leur bulletin de vote était perdu sur le strict plan électoral

Car ce sont 30 000 voix qui, non seulement ont affirmé ainsi leur soutien aux grévistes de la faim en lutte pour l'amélioration des conditions de détention, mais qui surtout ont manifesté leur opposition à la présence anglaise en Irlande du Nord.

Pour les nationalistes irlan-

dais, et en particulier pour l'IRA, l'élection de Bobby Sands constitue une victoire politique incontestable, une démonstration éclatante de la sympathie dont ils bénéficient dans la population. Après un tel résultat, qui pourra encore croire le gouvernement Thatcher lorsqu'il prétend que les rangs nationalistes se limitent à une poignée de « criminels » isolés de la population ?

F.R

Quand Giscard parle de la paix

et sème la guerre

« Il se bat pour la paix », peut-on lire sur les dernières affiches publicitaires de Giscard d'Estaing. Et c'est sans doute pour illustrer cette volonté de paix que Giscard a proposé d'envoyer des troupes du contingent au Liban pour servir de « tampon » entre Syriens et chrétiens :

Et c'est devant l'opposition des Syriens qu'il a ensuite fait machine arrière, se contentant de demander que l'on renforce la FINUL, les troupes de l'ONU basées dans le sud du pays, cette même FINUL où il y a déjà des soldate français

des soldats français. L'intervention française a sans doute un côté dérisoire. En fait, en période électorale, Giscard ne voulait pas manquer l'occasion de se faire un peu de publicité en laissant croire que la France joue tout de même un rôle international. Mais, même si l'opération n'est pas très réussie pour Giscard, elle rappelle que le rôle des grandes puissances dans cette partie du monde, n'est pas, et n'a jamais été, d'organiser la paix, mais au contraire de semer la guerre.

Car les grandes puissances, l'Angleterre, la France, se sont pendant des dizaines d'années partagé le Moyen-Orient, en s'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, selon le principe de diviser pour régner. Et lorsque la France et l'Angleterre ont cessé d'être les principales puissances présentes dans la région, ce sont les USA qui ont pris le relais en se faisant le principal soutien d'Israël.

Et si aujourd'hui ce pays est une poudrière, c'est en grande partie à cause de cette politique, qui a duré des dizaines et des dizaines d'années et qui, finalement, dure encore.

Dans ce nouvel épisode de la guerre tantôt larvée, tantôt ouverte qui existe au Liban depuis plus de cinq ans, les dirigeants chrétiens tentent de se maintenir dans leur rôle de minorité économiquement et politiquement privilégiée, recherchant le soutien des grandes puissances contre la population musulmane. Mais la population chrétienne elle-même paie parfois cela chèrement.



Stirn, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, accueille les blessés libanais à leur arrivée en France. A défaut d'envoyer des troupes, Giscard a envoyé des secours. Cela vaut mieux pour les Libanais. (AFP)

En tout cas, aujourd'hui ce n'est certainement pas de l'intervention de ces grandes puissances que peut venir une paix équitable pour les peuples.

Marianne LAMIRAL

POLOGNE.

Le droit de grève est un droit qui se conquiert

Depuis plusieurs jours, en Pologne, des négociations globales sont en cours entre le gouvernement du général Jaruzelski et Solidarité.

Il s'agit pour les différents partenaires d'officialiser les rapports entre le gouvernement et Solidarité et de définir les règles du jeu pour l'avenir.

Il s'agit en fait pour le gouvernement polonais de tenter de trouver un mode de fonctionnement plus stable avec les organisations syndicales nées des luttes menées ces neufs derniers mois. Et toutes les discustoutes sions. tractations - dont il est difficile d'apprécier pour chacune la portée - ne peuvent cacher que ces organisations ont conquis une place considérable, inimaginable, dans ce qui était la Pologne d'il y a ne serait-ce qu'un an.

Alors bien sûr, le gouvernement polonais mène une partie délicate. Coincé entre la menace des dirigeants russes d'une part, et la pression des travailleurs polonais de l'autre (sans compter les pressions qui, au sein même de l'appareil d'Etat vont dans le sens du nationalisme), il lui faut se montrer capable de maintenir un ordre acceptable par Moscou sans déclencher une épreuve de force qu'il ne semble pas, en tout cas pour le moment, rechercher avec les travailleurs et Solidarité.

En prétendant obtenir une suspension des grèves

pour deux mois, le général Jaruzelski a cherché le 10 avril à faire montre de fermeté.

Mais les travailleurs polonais ont déjà amplement montré que le droit de grève, pour eux, est un droit qui se prend. Et qu'ils n'ont pas besoin de l'autorisation du Parlement pour s'en servir et s'en resservir.

Quand on voit la place reconnue à Solidarité, quand on voit Walesa intervenir, comme il l'a fait mardi 14, à la télévision polonaise, on ne peut s'empêcher de penser que quelque chose d'irréversible s'est bien passé en Pologne. Et ce n'est pas avec quelques lois, ou quelques mesures, que les dirigeants de ce pays qui restent hostiles aux changements parviendraient à revenir en arrière.

Et quand Walesa, au cours de cette interview télévisée, affirmait en parlant des dirigeants polonais, que « leur force ne résidera que dans leur capacité d'aller au-devant des demandes de la société », et quand il ajoutait que les travailleurs polonais ont appris à ne compter que sur leur propre combat, il exprimait le fait que le rapport de forces créé par la lutte des travailleurs polonais reste largement favorable à ces derniers, que le droit de faire grève leur soit ou non formellement reconnu.

Laurence VINON

Un conflit alimenté par les grandes puissances

C'est en avril 1975 que la guerre civile a débuté au Liban, opposant les Palestiniens alliés à la gauche libanaise aux milices d'extrêmedroite, les Phalanges, formées pour la plupart de chrétiens maronites.

Devant les reculs successifs des milices, l'armée syrienne intervint au Liban, en juin 1976, contre la gauche et les Palestiniens, pour empêcher que le pays ne bascule dans le camp palestinien. Mais en soutenant la droite, en tentant de remettre en

selle un Etat libanais, la Syrie a du coup permis le renforcement de l'extrême-droite, d'une extrême-droite qui s'est liée au régime israélien. Du coup, il est certain qu'un Etat chrétien libanais serait dans les conditions actuelles, très lié à Israël, à la différence de l'Etat libanais d'avant la guerre civile. C'est pourquoi les dirigeants syriens n'acceptent pas la prééminence des Phalanges. Aussi, en octobre 1978, les armées syriennes se sontelles retournées contre les chrétiens maronites, princi-

ie pale force sur laquelle e- s'appuie la droite phalane, giste. ui Depuis, l'Etat libanais est

Depuis, l'Etat libanais est divisé en trois zones : une, au sud, contrôlée par les troupes de Haddad et ouvertement pro-israélienne ; la montagne chrétiens de Beyrouth où l'extrême-droite domine; le nord-est sous contrôle de la FAD (Force arabe de dissuasion), c'est-à-dire essentiellement l'armée syrienne, même si des Palestiniens en font partie.

L'appareil d'Etat libanais garde une certaine existence légale. Mais c'est la Syrie qui, en fait, maintient l'équilibre entre les forces adverses. Ce rôle est sans cesse remis en cause, non seulement par les forces politiques intérieures au Liban, mais aussi par les grandes puissances occidentales, ou par Israël. Et c'est ce qui fait du conflit libanais un de ces conflits permanents qui persistent et qui durent dans le monde, sans que l'on puisse voir comment ils pourront se régler. Car en fait, c'est toute la situation mondiale et notamment le conflit entre les grandes puissances qui l'entretiennent en perma-

La France et le Liban.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, alors que Français et Britanniques se partageaient les dépouilles de l'empire turc, le Liban passa, en 1919, sous mandat français. Il le resta jusqu'en 1946, même si, officiellement, une République libanaise fut créée en 1926.

En fait, les chrétiens libanais sont de longue date liés aux puissances occidentales, et traditionnellement à la France, qui s'est appuyée sur eux pour faciliter la pénétration impérialiste. C'est ainsi qu'en 1920, les banques françaises se sont installées au Liban, ouvrant la porte à d'autres capitaux occidentaux, faisant de ce pays et notamment du port de Beyrouth, une des principales places commerciales et financières du Moyen-Orient.

Les relations économiques et politiques restèrent étroites entre la France et le Liban après l'indépendance de ce dernier.

M.L.

« Quelques jours_ de la vie d'Oblomov »

Oblomov, c'est le titre d'un roman russe de Gontcharov paru en 1859. Le personnage d'Oblomov a connu un tel succès qu'il est devenu un nom courant en Russie: on dit de quelqu'un qu'il est un « Oblomov », pour désigner un individu mou, qui remet à plus tard décisions et actions sans les accomplir jamais, et qui laisse écouler sa vie en ne faisant rien.

L'Oblomov de Gontcharov, et le film que Nikita Mikhalkov en a tiré, décrivent un jeune noble qui n'a

pas de gros soucis matériels - il possède une terre avec 350 serfs - et qui passe son temps vautré sur son divan soit pour y dormir, soit pour y faire la sieste. Il ne se lève un peu que pour avaler de copieux repas...

Mais un ami d'enfance entend le secouer, le sortir, l'emmener dans le monde, le faire s'intéresser à la lecture, à la vie. Il lui présente une de ses amies : Olga. Et celle-ci prend en main Oblomov, et ce dernier en est

bientôt transfiguré. En quelques mois le voilà devenu un autre homme; il est actif, il a maigri, il aime Olga... et Olga l'aime.

Mais Oblomov est... un « Oblomov », justement ! Au dernier moment il hésite, se sent incapable, laid, indigne d'Olga, pense que cet amour est une erreur de sa part, recule, renonce, et il laisse échapper sa chance et son amour. Et bien entendu il finit par replonger dans la vie qu'il menait auparavant.

Voilà pour l'histoire. Le film est remarquablement interprété, le personnage d'Oblomov est touchant, parfois bouleversant. Le seul défaut du film c'est qu'il est long : deux heures et demie. mais, cela dit, ces Quelques jours de la vie d'Oblomov méritent bien un petit effort de la part du spectateur.

Il ne se joue que dans une salle à Paris (Cosmos, 6° arrondissement), mais durant tout le mois d'avril.

André VICTOR

« C'est ma chance! »



Kate Gunziger, une sympathique et un peu farfelue professeur de mathématiques de Chicago, vit avec Homer, un agent immobilier divorcé. également sympathique.

En allant assister au remariage de son père à New York, elle est séduite par Ben Lewin, homme marié, ancien champion de base-ball sur le déclin... qui est le fils de la seconde épouse de son père.

Cette femme aux sentiments complexes est tiraillée entre la jalousie qu'elle éprouve envers la nouvelle belle-mère, les liens très tendres mais superficiels qu'elle entretient avec le gentil Homer et son amour naissant avec Ben... Quant à celui-ci, il hésite à rompre avec sa femme légitime... Rassurez-vous, on s'y retrouve quand même.

Tout cela est bien sympathique et joué avec humour. Mais le sujet du film est tout de même peu consistant...

« Rends-moi la clef »

avec Jane Birkin et Jacques Dutronc

Catherine (Jane Birkin), profession pas très définie mais appartement de luxe, vit séparée de son mari, Charlie (Guy Marchand), un peu paumé, pas mal mythomane et très piqueassiette. Elle aime Nicolas (Jacques Dutronc), jeune cadre à l'air un peu simplet, ce qui ne l'empêche pas de rouler Mercedes et d'avoir son hélicoptère privé (sans doute le personnage le plus sympathique du film!). Divorcé de Valéria, Nicolas s'installe chez Catherine. Tout le malheur est qu'à chaque instant il y rencontre Charlie, qui a conservé une clef pour téléphoner gratuitement et piller le réfrigérateur. Voilà donc Nicolas jaloux de

l'ancien mari de Catherine, qui est elle-même jalouse de la première femme de Nicolas.

On le voit, l'amour, c'est beau, mais pas simple! D'autant que Charlie est un peu jaloux de Nicolas et Valéria l'est beaucoup de Catherine. Scènes de jalousie, scènes de ménage, séparations et retrouvailles, tout y passe, sur un mode qui se veut comique mais qui est surtout affligeant de conformisme et de mauvais goût. Aussi, quand à la fin du film Charlie « rend la clef », le spectateur est pris d'une envie (puisqu'on en est à solder les comptes): « Rendezmoi mes sous » !

« Signé Furax »

Ceux qui approchent ou dépassent « la trentecinquaine » se souviendront sans doute avec plaisir des célèbres feuilletons radiodiffusés de Pierre Dac et Francis Blanche Malheur aux Barbus et Signé Furax, qui firent les délices des jeunes et des moins jeunes au cours des années 1956-60. Les autres, en allant voir le film, n'auront qu'une idée approximative du climat de l'émission d'alors. Certes le film est fidèle à

l'histoire, si l'on ose dire, imaginée par Pierre Dac et Francis Blanche, mais il manque un je-ne-sais-quoi, un brin de poésie peut-être, une loufoquerie plus débridée, qui font qu'on ne retrouve pas exactement ce qu'on espérait.

Cela dit, les amateurs de loufoqueries pourront tout de même rigoler durant une heure et demie en suivant les rocambolesques aventures du commissaire Fouvreaux, de son rival

Socrate, des détectives Black and White, etc., partis à la recherche des malfaiteurs qui ont honteusement subtilisé les plus beaux monuments de Paris et les ont remplacés par des copies en plâtre, en baudruche ou en tout ce qu'on voudra. Estce Furax qui a fait le coup ? Estce la secte mystérieuse des Babus qui veulent ainsi agrémenter leur capitale Yadupour? Vous le saurez en allant voir Signé Furax...

Sélection dans les salles parisiennes.

Films récents...

ALLONS Z'ENFANTS. d'Y. Boisset.

Adapté du roman en partie autobiographique d'Yves Gibeau: l'embrigadement d'un adolescent, contre sa volonté, dans une école d'enfants de troupe. Un film contre l'armée.

Cluny Palace 5°. Français 9°.

BRUBAKER. de S. Rosenberg.

Le directeur d'un pénitencier est révoqué, après avoir vainement tenté d'en humaniser le fonctionnement. Une description saisissante de l'univers carcéral

UGC Opéra 2º. Cinoches 6º (vo). Biarritz 8° (vo). Montparnos 14°.

COMMENT SE DÉBARRAS-SER DE SON PATRON. de Colin Higgins.

Trois femmes se révoltent contre leur chef, homme odieux, phallocrate et bête. Cinglant et drôle.

Movies les Halles 1er (vo). Rex 2e. UGC Opéra 2e. Odéon 6º (vo). Elysées UGC 8º (vo). Bienvenue 15°. 14 Juillet 15° (vo). Clichy Pathé 18e.

LE DOS AU MUR. de J.-P. Thorn.

L'histoire de la grève de l'Alsthom-Saint-Ouen, en 1979. Un reportage très vivant. Saint-Séverin 5°.

OUVRIERS 80.

Un reportage sur les négociations entre le mouvement ouvrier, le syndicat Solidarité et le gouvernement polonais. Saint-Séverin 5°.

...et moins récents AMERICA, AMERICA.

d'E. Kazan.

Un jeune Grec et un jeune Arménien tentent par tous les moyens de gagner l'Amérique pour fuir les persécutions qui frappent leurs communautés en Turquie à la fin du siècle

Noctambules 5° (vo). Tourelles

LE CHEF D'ORCHESTRE. de Wajda.

Un grand chef d'orchestre retourne en Pologne. Un film sur la musique... et sur la mentalité bureaucratique.

Studio de la Harpe 5º (vo). THE ROSE.

D'après la vie de la chanteuse américaine Janis Joplin. Un film sur la déchéance d'une star du rock n'roll.

Kinopanorama 15°.

LES SEPT SAMOURAI. d'A. Kurosawa. Des villageois japonais embauchent des samouraï

pour se défendre contre les brigands. Contrescarpe 5° (vo).

LE TROUPEAU. de Z. Okten.

A travers l'histoire d'une famille de bergers contraints d'aller en ville vendre leur troupeau, un témoignage sans complaisance sur la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet 6e (vo).

VIVA ZAPATA. d'Elia Kazan.

La vie d'Emiliano Zapata, jeune paysan mexicain qui fit partie des chefs de la révolution mexicaine déclenchée en 1910. Un classique du cinéma... et de la révolution!

14 Juillet 6° (vo). Saint-André-des-Arts 6e (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Action Lafayette 9° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Olympic 14° (vo).

RUDE BOY. de David Mingay et Jack

A voir pour comprendre les récentes révoltes raciales des jeunes des banlieues de Lon-

Espace Galate 14°.

BLUE COLLAR. de P. Schreder.

Conflits sociaux et raciaux dans une grande usine améri-

Dejazet 3°.

TELE

Sélection

Samedi 18 avril

20 h 30. TF1. Numéro Un. L'émission de variétés de Maritie et Gilbert Carpentier, avec Julien Clerc et ses invités : Francis Cabrel, Maxime Le Forestier.

20 h 30. FR3. La Tosca, musique de Puccini, en stéréophonie avec France-Musique. Monserrat Caballe interprète le rôle de Floria Tosca qui, pour sauver la vie de son amant, accepte de se donner au chef de la police, mais l'abat avant qu'il ne la touche.



23 h. A2. Les carnets de l'aventure: 102 jours dans l'enfer amazonien. 900 kilomètres à pied ou en radeau à la recherche d'une tribu d'Indiens.

22 h 40. FR3. Ciné regards, le nouveau cinéma espagnol. De jéunes metteurs en scène contestent le cinéma de leurs aînés et leur vision de l'Espagne.

Dimanche 19 avril

13 h 20. TF1. Edith Piaf. Une évocation de la vie d'Edith Piaf à partir d'extraits d'émissions de télévision.



20 h 30. TF1. La charge héroïque. Un grand classique du western et l'un des chefs-d'œuvre de John Ford. Avec John Wayne.

20 h 35. A2. La course du lièvre à travers les champs. Une œuvre de René Clément qui peut déconcerter, mais dont l'étrangeté sert très bien l'action.

22 h 40. A2. Inuit. Septième et dernier volet de la série documentaire de Jean Malaurie sur les Esquimaux.

16 h 40. FR3. Carrefour mondial de la guitare. Tous les grands noms du jazz, du blues, du flamenco et du classique.

22 h 35. FR3. Cinéma de minuit: la fête à Henriette. Le double récit, l'un rose et sentimental, l'autre noir et sanglant, de la même histoire d'amour, servi avec virtuosité par la mise en scène de Julien Duvivier (1956).

Lundi 20 avril

13 h 40. TF1. Hello Dolly! Une comédie musicale américaine avec Barbra Streisand.

20 h 35. A2. Question de temps. Magazine télévisé, au programme: « Haré Krishna and Co» et la création artistique de demain... celle de l'ordinateur

19 h 20. FR3. Bouvard et Pécuchet, d'après le roman de Gustave Flaubert. Le comique absurde de deux esprits médiocres qui s'essaient aux sciences et techniques. Ils échouent lamentablement.

Mardi 21 avril

21 h. TF1. Spécial Charles Trenet.

22 h 05. TF1. Les grandes aventures de l'Himalaya. Les échecs et les réussites des grands noms de l'alpinisme lancés à l'assaut de l'Everest.

21 h. A2. Les dossiers de l'écran: la chirurgie esthétique, changer de tête pour changer de peau.

Jeudi 23 avril

22 h 40. A2. Chefs-d'œuvre en péril. Les vitraux.

21 h. FR3. Hommage à René Clair: Les belles de nuit. Un jeune professeur de musique se réfugie dans le rêve pour oublier la médiocrité de son existence. Avec Gérard Philippe et Martine Carol.

Vendredi 24 avril

22 h. A2. Apostrophes. Comment donner le goût de la lecture aux enfants, avec, entre autres, André Castelot.

23 h 30. Ciné-Club. La chair de l'orchidée. Une adaptation du roman de James Hadley Chase par Patrice Chéreau.

LIVRES

Collections de Poche

« Un mauvais fils »

de Claude Sautet

Après cinq années passées dans un pénitencier américain, condamné pour usage et trafic de drogue, Bruno Calgagni revient en France. Il est libre... mais paumé.

Le roman, tiré du scénario du film de Claude Sautet, raconte les difficultés de Bruno à renouer des liens affectifs, à se réintégrer dans la vie « normale », à trouver du travail. Il retrouve son père, mais celui-ci le tient pour responsable de la mort de sa mère et, dans un accès de colère, le chasse de chez lui. Il le reverra plus tard, diminué par un accident de travail, vieilli. Il rencontre une jeune femme, mais elle s'est droguée, elle n'a pas totalement échappé à la drogue...

Un mauvais fils est écrit très simplement. Il touche parce que les sentiments des différents personnages, leur



désir de s'en sortir, les situations auxquelles ils ont à faire face, sont évoqués sur un ton juste et sobre.

Ce petit roman se lit d'une traite.

Un mauvais fils de Claude Sautet. Collection J'ai lu.

« La croisière du Dazzler »

de Jack London

Destiné aux enfants, ce roman raconte la fugue d'un fils de bonne famille. S'ennuyant ferme auprès de son père industriel, il s'embarque sur un bateau dans la baie de San Francisco. Mais c'est un bateau de pirates, et le voilà qui pille des parcs à huîtres, des stocks industriels et même le coffre-fort de l'usine de son père. Mais il saura retrouver le droit chemin et y ramènera

même le jeune marin dont il est devenu l'ami.

C'est bien moral... et bien moins intéressant que les autres romans de Jack London.

N.M.

La croisière du Dazzler de Jack London. Edition 10/18. Environ 17 F

Réédition

« CHESAPEAKE »

de James A. Michener

Dans Chesapeake, l'auteur raconte une histoire romancée des habitants de la baie de Chesapeake, dans la région du Maryland, sur la côte est des USA, à la manière dont il avait raconté celle de l'ouest américain dans Colorado Saga.

L'auteur imagine la vie des premiers colons venus d'Angleterre, catholiques obligés de se cacher et devenant propriétaires d'esclaves, premiers quakers et autres.

Avec les générations suivantes, nous traversons les guerres contre l'Angleterre — piraterie, guerre commerciale et guerre tout court — , traite des esclaves.

Au XX° siècle, les différentes familles se sont, au fil des pages, taillé une place dans la société. Et l'auteur suggère à plusieurs reprises que cette réussite était inscrite dans leur potentiel génétique!

Pour Michener, ces petits et grands bourgeois semblent être des héros et des symboles d'une Amérique où l'oppression et la barbarie disparaîtraient comme par enchantement au fil des générations.

Malgré ce point de vue bien conformiste, il reste que Chesapeake constitue une façon bien vivante de connaître certains aspects de l'histoire des Etats-Unis.

CHESAPEAKE de James A. Michener — Livre de poche

« Un piano en bouleau de Carélie » de Marcel Body

Marcel Body a passé dix ans (de 1917 à 1927) en Russie et en Norvège, au service de la Russie.

Originaire de Limoges, mobilisé en 1914, il dut au fait de connaître le russe de faire partie de la délégation militaire française installée à Pétrograd, la France étant alors l'alliée de la Russie.

En 1917, certains membres de cette délégation, comme Jacques Sadoul, Pierre Pascal et l'auteur, Marcel Body, ont rallié la révolution victorieuse et constitué avec Henri Guilbeaux le Groupe Communiste Français de Moscou.

Après s'être occupé de diverses tâches en URSS, il a appartenu durant quelque temps à l'ambassade soviétique de Norvège où, avec Alexandra Kollontaï, il a obtenu la reconnaissance de la Russie soviétique par la petite Norvège, succès diplomatique non négligeable à

l'époque pour rompre l'encerclement de l'Etat ouvrier.

Il s'est ensuite tenu en dehors de la lutte politique qui a fait rage entre Staline et Trotsky, tout en désapprouvant la montée au pouvoir de la bureaucratie. Il est parvenu avec difficulté à revenir en France, en 1927, et là, écœuré par le stalinisme mais n'ayant aucune envie de se battre contre lui, il finit par rompre avec le PCF.

C'est toute cette histoire que retrace le livre de Marcel Body, accordant une très large place aux intrigues, aux querelles de personnes et aux anecdotes.

Marcel Body se définit maintenant comme un libertaire antiautoritaire et il considère que le bolchévisme et le stalinisme, c'est un peu la même chose. C'est ce que nombre de ses anecdotes essayent de démontrer C'est ainsi qu'il argumente pour expliquer que c'est Zinoviev qui aurait fait disparaître les trois délégués venus de France, Raymond Lefèvre, Vergeat et Lepetit, qui firent le voyage en 1919 pour se rendre compte de ce qu'était la Révolution russe, qui en eurent une idée très défavorable, et qui disparurent officiellement dans un naufrage à leur retour. Body n'a pas de preuve, mais il s'en déclare convaincu quand même.

De ce fait, il est difficile d'accorder du crédit à ce que dit l'auteur, même lorsqu'il nous parle de la réalité de la Russie de cette époque au niveau des petits faits, ou qu'il nous décrit le comportement des dirigeants et leurs querelles.

Jacques FONTENOY
Un piano en bouleau de Carélie
de Marcel Body. Ed. Hachette.
320 pages. 70 F environ.

LIVRES

« Walesa »

de Francois Gault

François Gault, journaliste, a rencontré Walesa en août 1980, au nouveau siège de Solidarité à Gdansk, et il a voulu essayer de comprendre comment cet homme a pu devenir le dirigeant du mouvement ouvrier polonais.

François Gault a interrogé les proches de Walesa, sa famille, ses amis, mais aussi les gens de la rue. Il raconte brièvement les événements d'août 1980 et montre comment Walesa se fait le porteparole de l'ensemble des travailleurs polonais, comment il traduit à la fois leur détermination et leur méfiance: ceux des Chantiers Navals de Gdansk d'abord, puis ceux de toute la Pologne, qui rejoignent la grève, puis Solidarité.

A travers ses interviews, François Gault évoque les grèves de 1970 et même les événements de Poznan de 1956. Il est allé voir Lech Gozdzick, l'ouvrier qui avait dirigé les grèves de 1956 et est aujourd'hui retiré comme pêcheur sur les rives de la Baltique.

Si François Gault nous. montre Walesa comme dirigeant de la classe ouvrière polonaise, il montre aussi comment un certain nombre de Polonais qu'il a interrogés voient en lui un dirigeant possible de la Pologne, à l'égal de Kania ou de ses collègues de gouvernement. Parce qu'il est catholique, parce qu'il est profondément nationaliste, parce qu'il ne remet pas en cause l'ordre établi ni le

« socialisme » et parce qu'il représente les aspirations des travailleurs et qu'il « dit la vérité », ils voient en Walesa le dirigeant « dont la Pologne a besoin ».

Cela dit, le livre de Francois Gault s'attache presque uniquement à la personnalité de Walesa. Il nous montre Walesa en dirigeant de Solidarité. Walesa en famille, Walesa au Vatican, Walesa à la table des négociations.

Pourtant, si Walesa a pu devenir ce qu'il est, c'est parce qu'un profond mouvement social a ébranlé la classe ouvrière, mouvement qu'il a su représenter.

Mais de ce mouvement, de cette classe ouvrière, de ses motivations, de son combat, de ses perspectives, François Gault ne nous parle pas du tout, ou succinctement, comme faire-valoir de Walesa. Pas plus qu'il ne se préoccupe de décrire le reste de la société polonaise ou même d'en dire ce qui est nécessaire pour comprendre le « phénomène Walesa ».

Sans doute s'agit-il là d'un choix: François Gault a choisi de centrer son reportage sur Walesa. Mais cela donne un ouvrage assez superficiel et où l'on glane très peu d'informations supplémentaires par rapport à ce que la presse a déjà publié.

Patricia MULLAN

François Walesa de Gault. Ed. Le Centurion. Environ 37.80 F.

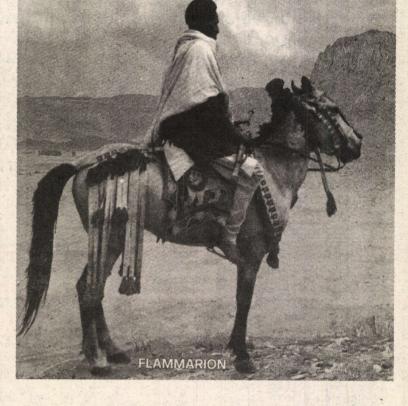
« Le lion découronné »

de Huguette Pérol

Le « lion découronné » qui donne son titre au roman, c'est le descendant d'une illustre famille de l'aristocratie éthiopienne qui sombra corps et biens lors du coup d'Etat qui, fin 1973, renversa l'empereur Haïlé Sélassié et tout son

Au-delà de l'histoire de cet homme, au-delà aussi de l'histoire d'amour de Tséludé, la fille du « lion », et d'Amlak, un jeune médecin nationaliste et pauvre, histoire qui forme la trame du roman mais qui n'offre pas grand intérêt, Huguette Pérol décrit l'Ethiopie de 1973. Une Ethiopie où l'ordre craque, où la révolte gronde. Une Ethiopie où les dignitaires du régime et l'aristocratie continuent à mener une vie fastueuse tandis que, dans le reste du pays, la famine provoquée par la sécheresse exaspère le mécontentement. Une Ethiopie où le pouvoir central est aux mains d'un monarque sénile, d'une poignée d'aristocrates qui considèrent les provinces comme leur propriété privée, et de jeunes arrivistes qui ont en général abandonné, en accédant au pouvoir, toutes leurs idées de réformes, s'ils en ont jamais

Une Ethiopie, enfin, où de jeunes officiers, de jeunes intellectuels, ont soif pour leur pays d'indépen-



dance nationale et de justice sociale.

Huguette Pérol, visiblement, connaît mal le petit peuple, ou ne le connaît pas du tout, surtout celui des campagnes. Quand elle le décrit, c'est à travers les yeux des jeunes intellectuels, de jeunes officiers qui veulent changer les choses. Ce sont ces jeunes-là dont elle décrit la vie et les espoirs.

Huguette Pérol raconte ensuite, toujours à travers la vie de ses héros et de leurs proches, le coup

d'Etat qui a mis au pouvoir les officiers, la chute du régime et des grandes familles.

Le lion découronné vaut surtout la peine d'être lu parce qu'il constitue en quelque sorte un reportage sur l'Ethiopie telle qu'elle était à la veille et au lendemain de la chute de l'empereur Haïlé Sélas-

Sylvie FRIEDMAN Le lion découronné d'Huguette Pérol. Ed. Flammarion. 296 p. environ 50 F.

« Ça sent le soufre »

Ce livre reprend la série de d'Haroun Tazieff récits-interviews que Tazieff avait réalisées avec Claude Villers sur France-Inter. Il s'agit d'épisodes de la vie de Tazieff, dans l'ordre chronologique, depuis sa première rencontre avec la géologie jusqu'à sa visite au volcan Erebus, dans l'Antarctique, en 1977 et 1978.

d'aventures, est passionnante à suivre. On l'y rencontre aussi bien en boxeur qu'en spéléologue, en chercheur d'épaves, en explorateur, et bien sûr en volcanologue. Son ton reste simple cependant, et il nous fait partager sa passion de la découverte de la nature et spécialement des volcans. Il nous explique en particulier ce que révèle la nature sur la naissance des continents, sur l'origine des raz de marée, des tremblements de terre.

Il dénonce l'irresponsabilité de ceux qui laissent construire des immeubles sans dispositifs antisismiques dans des régions où la terre a déjà tremblé, et où, selon lui, elle tremblera nécessairement à nouveau. Il défend enfin l'énergie géothermique,



qu'il dit si facile à utiliser.

En filigrane de ses récits, on sent bien sûr l'opposition de ce savant du terrain, formé à la découverte directe, avec les scientifiques universitaires qu'il a eu à affronter à plusieurs repri-

De toute façon, un livre qui fourmille d'idées et de réflexions, et qui donne souvent à réfléchir.

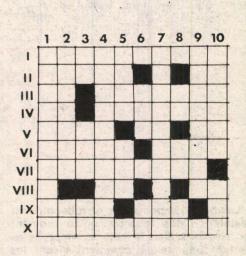
Roger PÉRIER Ça sent le soufre d'H. Tazieff. Editions Nathan.

Mots croisés

HORZONTALEMENT. — I. Permet de changer de train sans descendre. — II. Monnaie d'échange. Règle. — III. A connu bien des fouilles. Ne sont quand même pas des ânes. — IV. Auxiliaire. Font des pieds et des mains. — V. Fondateur de l'Oratoire. Dans. « Oui » breton. — VI. Donne de belles couleurs. Conclusion. — VII. Migration. — VIII. Drame pour un Japonais. A lui. — IX. Troubla. Monnaie scandinave. — X. Elle est vieille.

Solution du problème précédent





VERTICALEMENT. - 1. Elles sont gardesbarrières. — 2. A la botte des cavaliers. Pronom. — 3. Dieu solaire. Thymus. Seul. — 4. Elle s'approche de la fin. — 5. Veste prussienne. Oie renversée. — 6. Etape. Vieille langue. — 7. Mythique. — 8. Coule de source. Commandement inversé. Adverbe. - 9. De la même mère. - 10. Retour de lame. On la rend en passant.

Les présidentielles

ARLETTE LAGUILLER A LA TÉLÉVISION

La campagne électorale officielle a commencé lundi 13 avril à la radio et à la télévision. Les dix candidats passent sur les ondes selon l'ordre voulu par le tirage au sort effectué dimanche 12, et nous donnons par ailleurs à nos lec-

teurs le calendrier des interventions d'Arlette Laguiller dans ce cadre.

Les passages que nous publions ci-dessous sont extraits de son intervention sur TF1 et Antenne 2 mardi 14 avril vers 13 h 15.

Sans le travail des femmes, la société actuelle s'effondrerait

" Je me présente pour dire, en tant que femme du peuple, qu'ils mentent tous, quand ils parlent des femmes!

Oh, bien sûr, ils ont créé un ministère de la Condition féminine. Mais qu'est-ce que cela a changé dans la vie de millions de femmes? On a voté une nouvelle loi sur l'égalité des salaires masculins et féminins. Et ces lois continuent à ne pas être appliquées, comme c'est le cas le plus souvent quand il s'agit de lois favorables au peuple : il n'y a personne pour les appliquer, ou les faire appliquer.

Alors les femmes continuent à être sous-payées, sous-qualifiées, et les femmes du peuple continuent à avoir des problèmes d'argent, tous les jours. Plus encore, qu'elles soient au travail ou qu'elles soient à la maison, elles continuent à être considérées comme des citoyennes de seconde zone. Pourquoi cela? Pourquoi cette inégalité dans les faits et dans les mentalités ? Parce que la femme serait inférieure à l'homme, moins capable, moins résistante, moins intelligente? Mais, tous les jours, on peut vérifier le contraire. La société ne tient debout que parce que des millions de femmes remplissent modestement, obscurément, avec un dévouement sans limite, les tâches de ménagère, d'éducatrice, d'intendante. Et pour près de la moitié d'entre elles, ces tâches s'ajoutent à leur travail social. Car elles sont aussi OS, vendeuses, infirmières, employées. Elles cultivent la terre, soignent les animaux, tiennent boutique.

Sans les femmes, sans leur travail salarié, sans leur travail gratuit, la société actuelle s'effondrerait.

Elles ne seraient pas moins capables que Raymond Barre — un professeur d'économie, peut-être, mais qui n'a jamais eu de problème de fin de mois — de gérer le budget de la nation.

En tout cas, si elle avait un pouvoir de décision sur ce budget, quelle travailleuse, quelle mère de famille accepterait de gaspiller délibérément des milliards, le cinquième du budget de l'Etat, pour entretenir une armée et construire des engins meurtriers qui, loin de nous protéger en cas de guerre, pourraient tout juste faire de notre pays un champ de bataille entre les super-grands?

Si les femmes s'occupaient du budget de la nation comme elles s'occupent du budget de la maison, elles choisiraient de consacrer l'argent des impôts à tout ce qui fait la vie quotidienne : l'école, les hôpitaux, les transports en commun, la santé, l'environnement, plutôt qu'aux engins de mort.

Aucune femme ne sera, cette fois-ci encore, président de la République. Mais toutes les femmes du peuple pourront dire, en votant pour ma candidature au premier tour, si elles sont pour la guerre ou si elles sont pour que l'on consacre l'argent de l'Etat à des œuvres utiles. (...)

Pour les hommes politiques, les retraités ne comptent

qu'au moment des élections

Les hommes politiques ne redécouvrent l'existence des retraités qu'au moment des élections. Mais le reste du temps, ils ne veulent pas savoir comment vivent les retraités, avec un budget qui devrait faire honte à nos sociétés dites de consommation.

Bien sûr, il y a de belles retraites. Il y a même des gens qui cumulent une retraite de l'armée ou de la gendarmerie avec un emploi actif. Ce n'est évidemment pas de ceux-là que je parle. Non, je voudrais parler des autres, ceux qui sont le plus grand nombre.

Il ne fait pas bon être âgé au XXº siècle, même dans les pays dits riches. Le gouvernement prétend avoir beaucoup augmenté le minimum vieillesse et avoir tiré de la misère des centaines de milliers de personnes âgées. De la misère, oui, peutêtre ; encore qu'il y ait chez les vieux des détresses cachées, des personnes qui n'ont pas su, ou pas pu, ou pas osé remplir les papiers nécessaires pour toucher le fonds de solidarité, par crainte, par pudeur, par ignorance, parfois pour ne pas nuire à leurs enfants. Nous en connaissons tous, comme nous connaissons tous de ces retraités qui ont travaillé toute leur vie, parfois bien avant que les assurances sociales existent, et qui vivotent, à peine, avec une retraite indécente. Car les retrai-



tés sont les premiers touchés par l'inflation, par la dégradation des services publics, par la complication de la vie administrative.

Et, il y a quelques mois, le gouvernement a osé prélever sur les retraites imposables 1 % sur le régime général, 2 % sur les complémentaires, soi-disant pour combler le trou de la Sécurité sociale.

Mais leur retraite, les travailleurs l'ont déjà payée. On ne leur donne rien qu'ils n'aient gagné, sou à sou, dans une vie de travail. Il s'agit là d'une mesure qui frappe indistinctement quasiment toutes les retraites, les grosses comme les petites : c'est à la fois injuste et indigne.

Eh bien, moi je dis: les anciens ne doivent rien à personne. C'est nous tous qui leur devons quelque chose. C'est leur travail, leurs sacrifices qui ont permis au pays de tourner.

Dans une société moins avide, moins injuste, ils auraient encore toute leur place dans la communauté humaine. (...)

Petits commerçants, petits paysans, votre sort est lié à celui des ouvriers et des employés

Aux paysans, on avait dit: « Equipezvous, modernisez vos installations, empruntez. Il faut que vous soyez concurrentiels pour le Marché commun ». Alors, certains se sont équipés, en s'endettant et en tombant souvent sous la dépendance des banques ou des grosses sociétés de l'agro-alimentaire, tandis que les autres, faute de moyens, ont dû quitter la terre, parfois pour devenir directement chômeurs en ville.

Mais à quoi a donc servi que les paysans s'équipent pour être plus productifs? Une bonne récolte devrait se traduire par une amélioration, et pour les consommateurs, et pour les petits paysans. Mais c'est exactement le contraire qui se passe. Les prix à la consommation ne baissent pas. Par contre, les paysans n'arrivent pas à vendre leurs produits parce que les réseaux de distribution ne les achètent plus. Pour les capitalistes de la distribution, il est plus rentable de commercialiser moins, mais plus cher.

Il y a toujours une différence considérable entre les prix payés aux paysans et les prix à la consommation. Mais le petit détaillant qui amène la marchandise près du consommateur fait au moins un travail utile. Tout le monde ne peut pas se déplacer jusqu'aux grandes surfaces. Et cellesci ne vendent moins cher que parce qu'elles font déplacer les consommateurs,

tant qu'ils pourront payer l'essence pour se déplacer en voiture. Mais leurs bénéfices sont en réalité bien supérieurs, par rapport au travail fourni et même aux capitaux investis, à ceux des petits commercants.

Eh bien, pourquoi ne pas imposer à ces sociétés qui, tout au long de l'année, prélèvent leurs profits à la fois sur les paysans et sur les consommateurs, de vendre sans bénéfice les produits agricoles excédentaires au moment des récoltes?

Pourquoi ne pas imposer aux grandes sociétés de distribution de transporter à prix coûtant, sinon gratuitement, les excédents au moment des récoltes, de façon que les agriculteurs aient une juste rétribution et que les consommateurs profitent de l'abondance?

La droite au pouvoir, pour conserver ou pour gagner des voix aux élections, a libéré les prix, en autorisant les commerçants à prélever sur les consommateurs de quoi se protéger contre l'inflation. Seulement, à quoi bon cette liberté, même pour les petits commerçants, si demain la crise et le chômage font qu'ils n'ont plus de clients à qui vendre?

Alors je dis que le sort des petits commerçants est lié à celui des ouvriers et des employés, et que les travailleurs, et en particulier les personnes âgées, n'ont rien à gagner à ce que les petits commerces près de chez eux disparaissent. »